Entre l'antique et l'exotique, le projet comparatiste oublié du « Muséum des Antiques » en l'an III

*Between Antiquity and the Exotic: the forgotten comparative project of the
« Muséum des Antiques » of the Year III*

Bertrand Daugeron

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10629>
DOI : 10.4000/ahrf.10629
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2009
Pagination : 143-176
ISBN : 978-2-200-92558-1
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bertrand Daugeron, « Entre l'antique et l'exotique, le projet comparatiste oublié du « Muséum des Antiques » en l'an III », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 356 | avril-juin 2009, mis en ligne le 01 juin 2012, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10629> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10629>

ENTRE L'ANTIQUE ET L'EXOTIQUE, LE PROJET COMPARATISTE OUBLIÉ DU « MUSÉUM DES ANTIQUES » EN L'AN III

Bertrand DAUGERON

L'éphémère « Muséum des Antiques » (an III-1795) a rassemblé, sous la Révolution, des objets à caractère ethnographique à partir des saisies révolutionnaires tant en France qu'en Europe, et en absorbant les collections du Muséum d'histoire naturelle. En exposant les Antiques du Cabinet des médailles aux côtés de l'exotique, la démarche se voulait délibérément comparative. L'article se propose de dresser la chronologie de ce musée méconnu de la Convention et de dégager le projet comparatiste entre l'antique et l'exotique.

Mots-clés : Musée, Révolution, Antiquité, ethnographie, comparatisme.

« Le temps, dont les bras s'étendent à l'infini pour tout détruire : le temps, qui règne sur la mer de l'oubli, comme l'Aquilon furieux qui renverse tout ; le temps, dis-je, laisse quelquefois sur les bords de cette mer de légers fragmens que l'homme ramasse et conserve avec soin, comme un souvenir de ce qui a été enseveli dans les flots pendant les siècles qui l'ont précédé »¹.

Par ces quelques lignes, le dramaturge allemand August von Kotzebue (1761-1819) ouvre ses pages consacrées au « Cabinet des Antiques

(1) August VON KOTZEBUE, *Souvenirs de Paris en 1804* ; trad. de l'allemand sur la deuxième éd., avec des notes [par Guilbert de Pixérécourt], trad. *Erinnerungen aus Paris im Jahre 1804*, Paris, Barba, an XIII [1805], 2 vol., t. 2, chapitre X, « Le cabinet des Antiques », p. 18.

de la Bibliothèque nationale à Paris » lors de sa visite parisienne de 1804. D'une plume grandiloquente, il pose le « Cabinet des Antiques » comme échappant à la marche inexorable du temps vers la disparition. Et pourtant qui se souvient aujourd'hui du « Muséum des Antiques » ? Non seulement de ses médailles, pierres gravées et autres antiquités mais surtout des artefacts humains que l'on désignerait actuellement comme objets ethnographiques ? Au tout début du XIX^e siècle, le visiteur de passage à Paris peut, après avoir pris un thé littéraire le mercredi en compagnie du conservateur Aubin-Louis Millin de Grandmaison (1759-1818)², regarder les « raretés égyptiennes », les antiquités romaines d'Herculanum mais, plus surprenant, « des armes, des flèches, des habits, des plumes des nations sauvages et policées : tels sont, en général, les objets qu'on y trouve »³. Aux côtés des médailles et antiques de l'Égypte, de Grèce, de Rome, ou encore d'Inde, de Chine et du Japon, se posent en vis-à-vis les Amériques et l'Océanie.

Que peut signifier un tel rapprochement ? Au moment où les cabinets de curiosités des savants et des amateurs n'existent plus, car ils ont été remaniés par les saisies révolutionnaires, on ne peut que s'étonner de cette juxtaposition. Comment questionner cette présence d'objets exotiques parmi les antiques ? Faut-il voir un simple rapprochement hétéroclite ou, au contraire, un choix délibéré d'un projet comparatiste entre l'antique et l'exotique, aujourd'hui oublié ?

Dans la discrétion des archives et le silence des textes, il apparaît néanmoins que cet intrigant rapprochement est délibéré dans l'interprétation des indices. En effet, le « Muséum des Antiques » se présente tel un objet historique en creux dont la visibilité ne se lit qu'à la lumière de différents fonds d'archives croisés et met au jour la tentative de former un nouveau savoir anthropologique⁴. Les documents à la disposition de l'historien se font rares. De plus, les archives fragmentaires se répartissent entre différents fonds : la Bibliothèque nationale, les Archives nationales

(2) Aubin-Louis MILLIN : Antiquaire et naturaliste linnéen ; en 1790 il publie en plusieurs volumes les « antiquités nationales ». En 1795, il succède à Jean-Jacques Barthélemy au Cabinet de la Bibliothèque nationale et devient le premier professeur d'archéologie. Membre de plusieurs sociétés savantes, il dirige le *Magasin encyclopédique* (1795-1818). Il rejoint l'Institut en 1806. Eve GRAN-AYMERICH, *Dictionnaire biographique d'archéologie : 1798-1945*, Paris, CNRS, 2001. Article « Millin », p. 459-460.

(3) August VON KOTZEBUE, *op. cit.*, p. 22 : « Les momies qui restent encore sont un peu déchirées, parce que Cuvier les a analysées pour tâcher de reconnaître les aromates dont on s'est servi pour les embaumer ».

(4) *Idem*, p. 18 : « Malheureusement, il n'existe pas de notice des objets précieux qu'il renferme ».

dans la sous-série F¹⁷, le Muséum d'histoire naturelle, etc. Tout semble avoir été dit de la Révolution comme moment pivot de l'histoire des collections françaises et son utopie muséographique participe à l'entreprise révolutionnaire de régénération d'un homme nouveau⁵. Pourtant, le « Muséum des Antiques » témoigne d'un point aveugle dans l'histoire des institutions savantes. Créé par un décret du 20 prairial an III (2 juin 1795) à la suite d'un projet présenté à la Convention par Jacques-Antoine Rabaut-Pomier (1744-1820)⁶ sur l'organisation provisoire d'un Muséum d'Antiquités, il occupe des locaux de la Bibliothèque nationale, rue de Richelieu (rue de la Loi)⁷. Pour l'historien James Guillaume, le « Muséum des Antiques » sera abandonné avec un décret du 15 vendémiaire an IV (7 octobre 1795) réorganisant la Bibliothèque nationale⁸. Pour autant, à suivre les mouvements d'objets, en particulier ceux de type ethnographique, son activité se poursuit quelques années supplémentaires avant de s'épuiser sans laisser de traces, ou si peu.

Sans aucun doute, la faillite du Muséum participe à son oubli. *A contrario* du « Musée des monuments français » de Marie Alexandre Lenoir (1761-1839)⁹, son exact contemporain, son histoire reste à faire. Les acteurs ayant participé à l'établissement ont été particulièrement discrets, à part André-Louis Cointreau, commis disgracié en 1800, le seul témoin qui ait publié sur cet épisode comparatiste. Son « inventaire des

(5) Dominique POULOT, *Musée, nation, patrimoine, 1789-1815*, Paris, Gallimard, 1997 ; Édouard POMMIER, *L'art de la liberté, doctrines et débats de la Révolution*, Paris, Gallimard, 1991 ; 1789, le patrimoine libéré : 200 trésors entrés à la Bibliothèque nationale de 1789 à 1799, Paris, Bibliothèque nationale, 1989. Mona OZOUF, *L'homme régénéré : essais sur la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1989.

(6) Rabaut-Pomier dit Jacques-Antoine Rabaut (1744-1820), fils du Pasteur Paul Rabaut est membre du Comité de Salut public du 5 mai 1795 au 1^{er} septembre 1795. Il est le frère du député girondin Rabaut de Saint-Étienne exécuté en le 15 frimaire an II (5 décembre 1793). Voir Auguste KUSCINSKI, *Dictionnaire des Conventionnels*, Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1973, p. 516-517.

(7) Louis TUETÉY, *Procès-verbaux de la Commission temporaire des arts (septembre 1793-26 décembre 1795)*, Paris, 1912-1917, (Collection de documents inédits), Paris, Imprimerie nationale, t. 2, p. 299. James GUILLAUME, *Procès-verbaux du Comité d'Instruction publique de la Convention*, Paris, Imprimerie nationale, 1891-1907, 6 vol., t. I à VI et t. VII Table générale en 2 vol., 1957 (Collection de documents inédits sur l'histoire de France), t. 6, p. 259 et sq. « Rapport et projet de décret faits au nom des comités d'instruction publique et des finances, réunis, sur l'établissement d'un Muséum nationale d'Antiques ».

(8) *Idem*, p. 262.

(9) Voir Eve GRAN-AYMERICH, *Dictionnaire biographique d'archéologie, op. cit.* ; Alexandre LENOIR, *Notice historique des monuments des arts réunis au Dépôt national, rue des Petits Augustins, suivis d'un Traité sur la peinture sur verre*, Paris, Cussac, an IV [1796] ; Alexandre LENOIR, *Musée royal des monumens français ou mémorial de l'histoire de France et de les monumens*, Paris, Imprimerie d'Hacquaret, 1816.

antiquités » qui n'a pu parvenir jusqu'à nous, traite de milliers d'objets entre l'antique et l'exotique¹⁰. Ce « misérable jacobin » pour Millin, est le seul qui paradoxalement met en lumière ce musée oublié¹¹. On notera l'absence curieuse du conservateur Millin, pourtant auteur prolifique d'écrits naturalistes et archéologiques, sur le « Muséum des Antiques » notamment dans *Le Magasin encyclopédique* qu'il dirige¹². De la même façon, la *Décade philosophique* animée entre autres par Pierre Louis Ginguené (1748-1816)¹³, personnage important de l'Instruction publique sous la Convention reste timide : tout au plus publie-t-elle des notices nécrologiques des Barthélemy¹⁴. De même, Théophile Marion Dumersan (1780-1849), malgré les jalons qu'il pose en tant qu'historien du Cabinet des médailles durant la période révolutionnaire, omet l'épisode comparatiste¹⁵. Plus récemment, l'histoire récapitulative du cabinet dressée par Simone

(10) André-Louis COINTREAU, *Histoire abrégée du Cabinet des médailles et antiques de la Bibliothèque nationale ou État succinct des acquisitions et augmentations qui ont eu lieu, à dater de l'année 1754 jusqu'à la fin du siècle* (an VIII de la République française), Paris, 1800, p. 31 : « À cette époque nous étions occupés à un nouvel inventaire des antiquités, au nombre de plus de six mille articles. Ces objets, partagés en antiquités égyptiennes, étrusques, grecques, romaines, gauloises, indiennes, péruviennes, chinois, malabares, etc. consistent en figures de divinités, en prêtres de différents cultes, en monuments, vases, instrumens en usage dans les sacrifices ; en inscription hiéroglyphiques, funéraires, commerciales, domestiques ; en meubles de ménage, instrumens de chirurgie, armes offensives et défensives, lampes de terre ou de bronze, [...] vases étrusques ». L'inventaire abrégé qui lui a été publié ne liste que des objets de l'Antiquité, de la p. 44 à la fin de la p. 231.

(11) Geneviève ESPAGNE, Bénédicte SAVOY (éd.), *Aubin-Louis Millin et l'Allemagne : le Magasin encyclopédique – les lettres à Karl August Böttiger*, Hildesheim, Zürich, New York, G. Olms, 2005. Lettre de Millin à Böttiger, Paris, 18 juillet 1802, p. 405. Et Théophile Marion DUMERSAN, *Histoire du Cabinet des médailles, antiques et pierres gravées avec une notice sur la Bibliothèque Royale, et une description des objets exposés dans cet établissement*, Paris, chez l'auteur, 1838, p. 176 : « Il avait eu la prétention de remplacer le célèbre Barthélemy, et il fut congédié après vingt-six ans de services. Il n'eut pas de retraite, et mourut malheureux en 1817. Il expia cruellement des erreurs qui étaient celles d'une tête faible, et sans doute la faute des temps où il avait vécu ».

(12) Pascal DURIS, *Linné et la France : 1780-1850*, Genève, Droz, 1993, p. 72.

(13) Auteur de la *Décade philosophique*, lecteur de Rousseau, publiciste girondin emprisonné sous la Terreur. À la tête de l'Instruction publique de 1795 à 1798 sous Bénézech puis Neufchâteau, par la suite il est ambassadeur en Italie puis membre de l'Institut dès sa création. Il est exclu du Tribunal en 1802 et se consacre à la vie littéraire. Voir Édouard, GUITTON, *Ginguené homme de lettres (1748-1816)*, Rennes, Société archéologique d'Ille-et-Vilaine, 2000.

(14) Marc RÉGALDO, *Un milieu intellectuel : La Décade philosophique (1794-1807)*, Lille, Atelier Reproduction des thèses, Paris, diffusion H. Champion, 1976 ; Josiane BOULAD-AYOUB (éds), *La décade philosophique comme système, 1794-1807*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2003.

(15) Théophile Marion DUMERSAN, *op. cit.*, sur l'année 1797, il mentionne les arrivées du cabinet de Sainte Geneviève, de la collection Bertin avec ses « objets curieux venant de la Chine », du cabinet du naturaliste Gauthier composé « des costumes, des armes et des ustensiles des sauvages de l'Amérique » (p. 172 et sq.) sans préciser les enjeux de tels mouvements. Il fut l'un des conservateurs du Cabinet des Médailles au XIX^e siècle.

Balayé passe cet épisode, en revanche celle de Thierry Sarmant saisit la mise en place des objets à caractère ethnographique mais sans pour autant mettre au jour les enjeux du rapprochement entre antique et exotique¹⁶. De ces histoires timides sur le projet comparatiste se détache la réédition du livre d'Ernest-Théodore Hamy (1842-1908), l'un des premiers conservateurs du Musée d'ethnographie du Trocadéro¹⁷. Il mentionne ces mouvements de collections autour de la Bibliothèque nationale motivés par une méthodologie comparatiste, pour la raison qu'il exploite les archives du Muséum d'histoire naturelle en plus de celles de la Bibliothèque nationale. En effet, le partage des collections naturalistes avec l'exclusion des objets manufacturés en l'an V (1797), laissa des inventaires avant liquidation. À ce travail inestimable s'ajoutent les travaux postérieurs sur les procès-verbaux de la Convention de James Guillaume et Louis Tuetey, qui apportent quelques précisions sur les lacunes chronologiques, ainsi que les inventaires manuscrits de Paul Marichal sur la sous-série F¹⁷ disponibles aux Archives nationales¹⁸.

Alors que le projet du « Muséum des Antiques » visait à unifier des objets parsemés à travers différentes collections publiques dont des artefacts exotiques, son échec suspend le projet original d'une connaissance des sociétés humaines par le biais de leurs cultures matérielles. Les collections laissées en déshérence connaîtront des déménagements successifs, dont les derniers mouvements s'achèvent aujourd'hui avec le Musée du Quai Branly. Le délestage des collections ethnographiques se produit dans la fin du « Muséum des Antiques », à la faveur de politiques muséographiques chaotiques qui courent depuis deux siècles. Cette étrange concentration avant liquidation définit ce que l'on appelle un « enregistrement-épuisement ». Elle informe de l'organisation des collections naturalistes mise en place par le Muséum d'histoire naturelle depuis sa constitution en 1793. Les questions de méthode en histoire naturelle, que

(16) Simone BALAYE, *La Bibliothèque nationale des origines à 1800*, Genève, Droz, 1988. Bien qu'elle renvoie à l'ouvrage de Cointreau (p. 402), elle n'évoque pas le Muséum des Antiques. Thierry SARMANT, *Le Cabinet des médailles de la Bibliothèque nationale : 1661-1848*, Paris, École des chartes, 1994. En particulier le chap. V « Le cabinet sous la Révolution : du cabinet du roi au "Muséum national des antiques" (1789-1799) ».

(17) Édouard-Théodore HAMY, *Les origines du musée d'ethnographie. Histoire et documents*, Paris, Jean-Michel Place, 1889, rééd. 1988, Chap. III, p. 21-35. Certains documents d'archives réunis par Hamy pour son livre sont en partie aux archives, AN, F¹⁷ 3846, Dossier 1 « Projets de créations d'un Musée ethnographique ».

(18) James GUILLAUME, *op. cit.* Louis, TUETÉY, *op. cit.* Et James, GUILLAUME (éd.), *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Convention nationale*, Paris, Imprimerie nationale, 1891-1907, 7 vol.

l'on retrouve dans les savoirs antiques visant à faire concorder l'intellectuel des classifications avec le matériel des collections par l'intermédiaire de « systèmes » et de « tableaux »¹⁹. La mise en exposition des objets concorde avec les logiques scientifiques de classification. L'ambition intellectuelle vise à fonder une nouvelle science avec une « collection réduite en système » de « monuments de tous les siècles, recueillis et classés comme dans un tableau, [qui] présenteront à l'œil, à l'esprit, à la mémoire, à l'imagination, à l'industrie, les inventions que les savants et les voyageurs auront pu recueillir chez tous les peuples et dans tous les siècles »²⁰. Dans la configuration entre savoir et collection, les enjeux de méthodes visaient à penser avec et au travers des objets scientifiques. Au-delà de la seule exposition, le programme comparatiste et l'impératif de mise en ordre témoignent d'une intention forte d'une intelligibilité de l'homme à partir d'objets. Le destin fatal des collections à caractère ethnographique interroge sur la suspension d'un savoir en formation qui aurait eu pour objectif de comprendre l'homme à travers des temps et des espaces disjoints à partir d'objets manufacturés exotiques et antiques au moment des grands voyages de découvertes.

La chronologie des problèmes et des faits tend à éclairer ce musée invisible dans sa dimension comparative. Bien que la mort de ce projet muséographique soit annoncée par sa disparition, son existence complexifie la perception du patrimoine révolutionnaire. Sa faillite met au jour la concentration des collections de type ethnographique dans un projet intellectuel comparatiste mis en place puis abandonné.

Un projet comparatiste méconnu

La création du Muséum des Antiques accapare les collections naturalistes contenant des artefacts. En l'an V (1796-1797), trois ans après la transformation révolutionnaire du Cabinet du roi et du Jardin des plantes en Muséum d'histoire naturelle, une centaine de curiosités déménagent vers le Muséum des Antiques. Cet important mouvement de collections entre institutions muséales marque un jalon capital dans la constitution d'un projet comparatiste entre l'antique et l'exotique. D'autant plus qu'il scelle la fin d'une longue tradition d'accueil d'objets faits par l'homme

(19) Aubin-Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des médailles*, Paris, Imprimerie du Magasin encyclopédique, an V (1796), p. 46 : « La méthode est donc aussi utile dans la Numismatique que dans la Botanique et dans les autres parties de l'Histoire naturelle ».

(20) Voir James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, 431^e séance, 14 prairial an III (2 juin 1795), p. 259.

parmi les collections naturalistes. La réorganisation matérielle des collections traduit une transformation des savoirs de cabinets. L'histoire naturelle, en renonçant aux *Exotica*, permet à un savoir anthropologique alors en formation de s'en saisir.

Dès lors, les objets manufacturés par l'homme se séparent des collections naturalistes, l'unité entre *Artificialia* et *Naturalia* qui régissait les collections depuis la Renaissance est rompue. Lors de la Renaissance tardive, les premiers textes de muséologie à l'exemple de ceux de Quicqhelberg (1529-1567) redécouvrent Pliny et son articulation des objets naturels – *Naturalia* – et objets artificiels – les *Artificialia*²¹. Ce qui a pu pendant près de deux siècles être collecté et présenté avec des objets-spécimens naturalistes se retrouve à l'extrême fin du XVIII^e siècle exclu d'un trait, radié. S'agirait-il du simple rééquilibrage d'un malentendu entretenu depuis les « cabinets des Merveilles » auquel il convenait de mettre un terme ? Pour autant le caractère volontariste de l'expulsion des collections naturalistes vers les antiquités suffit-il à donner du sens ? Car, il ne s'agit plus de la redistribution plus au moins subie par les dépôts, mais d'une décision prise qui doit correspondre à des intentions. La mise en exposition d'*Exotica* reste volontaire à l'exemple de l'achat des cabinets des naturalistes Gauthier et Le Vaillant à destination du Muséum des Antiques²².

Bien que la section d'Antiquités de la Commission temporaire des arts ne se donne pas pour tâche expresse de gérer des objets exotiques des « nouveaux mondes », force est de constater que les saisies des cabinets ont eu à faire face à cette gestion. Par défaut, seule la section des Antiquités est amenée à prendre en considération les *Artificialia*. L'unité de

(21) Antoine SCHNAPPER, *Collections et collectionneurs dans la France du XVII^e siècle* – Vol.1, *Histoire et histoire naturelle : le géant, la licorne et la tulipe*, Paris, Flammarion, 1988-1994, p. 10.

(22) Sur Gauthier, de retour d'un long séjour guyanais de trente-deux ans ; il vend sa collection au gouvernement, une partie au Panthéon (Sainte-Genève), et le surplus au Cabinet des Antiques, voir AN, F¹⁷ 3979, « dossier collections 2 ». *Ibid.*, AJ¹⁵ 581, 24 floréal an V (13 mai 1797). Monnaies, Médailles, Antiques. BNF, 5 AMC 68 « État des objets indiens du citoyen Gauthier, transportés au Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale, le 5 Messidor an V (23 juin 1797) ». Voir André-Louis COINTREAU, *op. cit.*, p. 35 : « Les boutous, les panarés, les matoutous, les pagaras, les crawachi, les guéyons, les pariparas, les taoités, les tenaris, et autres objets, à l'usage des habitants de la Guiane française et hollandaise, et des îles d'Otaïti et d'Owhilée, appendus jadis sur une porte des portes d'entrée du Cabinet, avoient été cédés à la nation par le citoyen Gauthier ». Sur Le Vaillant, 20 ventôse an II (10 mars 1794) voir James GUILLAUME, *op. cit.*, t.4, p. 248. Sur le paiement de ces collections naturalistes voir : AN, F¹⁷ 1073, Dossier 11 « dépôt national de la rue de Beaune », Décision entre le ministère des finances et de l'intérieur que la vente des objets restant à Nesle profiterait à l'acquisition d'objets relatifs aux arts et à l'instruction publique. Et *ibid.*, F¹⁷ 1192 (D), dossier « Citoyenne Denoor ».

collection rompue entre « choses de l'homme » et « choses de la nature » oblige, dans le découpage des collections, à donner une place aux objets à caractère ethnographique réclamés par le « Muséum des Antiques ».

Une nébuleuse institutionnelle sans intention comparatiste affirmée

Le rapprochement opéré dans le « Muséum des Antiques » entre l'antique et l'exotique, évident dans l'histoire de ses collections, ne s'annonce pas dans la floraison de rapports dédiés aux réaménagements de la Bibliothèque nationale²³. Les projets s'enchaînent pour transformer l'institution royale, alors révolue, en une authentique bibliothèque révolutionnaire. La série de rapports demandés par le Comité d'Instruction publique en 1794 au directeur de la Bibliothèque Lefèvre-Villebrune et aux quatre gardes des médailles, imprimés, manuscrits et estampes insiste tour à tour, ou tout à la fois, sur la spécialisation, l'emplacement, l'intégration ou la séparation du Cabinet par rapport à la Bibliothèque²⁴. Le rapport du directeur de la Bibliothèque nationale Jean Baptiste Lefebvre de Villebrune (1732-1809) et son « tableau synoptique d'un projet d'organisation nouvelle pour la grande Bibliothèque nationale de la République » en plusieurs sections mentionne des pièces « extrêmement curieuses de l'industrie des peuples des deux hémisphères » adjointes au Cabinet des médailles et envisage des « cours abrégés mais suffisant d'Antiquités » lors d'une « leçon publique » se déroulant chaque décade et qu'assurera Millin²⁵.

Parmi les « mots » et autres mémoires, notons au passage celui de Jean-Marie Roland (1734-1793) et les « réformes faites », Rabaut-Saint-Étienne (1743-1793) et ses « Quelques mots sur l'éducation nationale », le marchand de tableaux Jean-Baptiste Pierre Lebrun (1748-1813) et ses « réflexions » sur le Cabinet de la Bibliothèque nationale formulées après la visite des dépôts consacrés à l'Antiquité²⁶. Plus énigmatique est le

(23) Thierry SARMANT, *op. cit.*, p. 217 et sq.

(24) AN, F¹⁷ 1083. Ils sont rédigés par Barthélemy, Mancel, Belissen et Bounieu.

(25) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, Projet de réorganisation de la Bibliothèque nationale, par Lefebvre de Villebrune (28 brumaire an III) (18 novembre 1794) [F¹⁷ 1083], p. 910.

(26) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 1, p. 168, 39^e séance, mardi 18 décembre 1792, « Mémoire sur les réformes faites à la Bibliothèque nationale, adressé à la Convention par le ministre Roland, 1^{er} décembre 1792 ». AN, F¹⁷ 1004 (A). F¹⁷ 1265, Dossier 21 « avis de Le Brun sur la réunion, au muséum national des monumens de l'antiquité, et inscriptions de l'académie », le 10 ventôse an II, « Rapport sur un arrêté de la Commission, qui avoit nommé les C^{ns} Lenglaise, Le Blon, Naigeon et Le Brun, qui les chargeoit de visiter les dépôts d'antiquité déposés à la Bibliothèque nationale ». Au sujet des pierres gravées et des camées, il déclare que « ce sont des monumens de sculpture des différents âges de l'art, parmi lesquels l'on voit de la plus grande beauté et de la plus grande perfection qui réunis au muséum doivent enflâmer [sic] les artistes et leur mériter des progrès sensibles ».

rapport de Villar de la Mayenne que cite Hamy²⁷. Ce rapport traiterait du sort des curiosités entreposées dans le grenier du Cabinet des médailles et déplore leur perte pour « l'instruction et la curiosité », au point de se demander « comment introduire le public dans un lieu aussi indécent, où aucun objet n'est garanti des atteintes de la maladresse et de l'infidélité ? »²⁸. En nivôse an III (janvier 1795), Aubin-Louis Millin, sur le point d'être nommé conservateur-professeur de collection des antiques le 22 prairial III (10 juin 1795) suivant, poursuit les propositions de réformes à apporter à la Bibliothèque nationale²⁹. En proposant de séparer la collection des antiques et médailles de la Bibliothèque nationale, il souhaite la création d'un muséum qui « rivaliserait bientôt avec les plus beaux de ceux qu'on admire en Italie ; on y joindrait la collection des monuments français déposée aux Augustins »³⁰. Dans la rupture entre livres et objets, on doit comprendre une institutionnalisation des collections d'antiques avec la création d'un nouveau musée. Dans la foulée de Millin, Antoine-François Fourcroy (1755-1809) trace un vaste plan pour le « Muséum des Antiques », dont on remarque pour la première fois la dénomination. Il s'agit d'un nouveau musée dédié à l'Antiquité dont l'emplacement est initialement prévu au collège Mazarin, en face du Muséum des Arts³¹. Le 25 ventôse an III (15 mars 1795), c'est la galerie du Louvre qui est envisagée pour accueillir le « muséum d'antiques » après une nouvelle discussion du projet³². Ces derniers rapports adressés à la Convention précisent la volonté de créer un musée dédié à l'Antiquité. Fourcroy écarte

(27) Malheureusement ce rapport daté du 10 frimaire an III (30 novembre 1795) est introuvable. Voir Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 21. En revanche, il existe bien un rapport de Villar sur l'organisation de la Bibliothèque mais plus tardif. James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, 498^e séance, 6 vendémiaire an IV (28 septembre 1795) : « Rapport et projet de décret présentés, au nom du comité d'instruction publique, sur l'organisation de la bibliothèque nationale, dans la séance du 6 vendémiaire, an IV ». Il aborde une nouvelle réforme administrative nécessaire pour une gestion collégiale par un directoire de conservateurs. Voir aussi Auguste KUSCINSKI, *op. cit.*, p. 606-607.

(28) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 22.

(29) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, 434^e séance, 22 prairial an III (10 juin 1795), p. 277-278. AN, F¹⁷ 1074, « rapport fait par le bureau de Millin sur l'organisation des bibliothèques ». Selon Guillaume, « il paraît donc infiniment probable que le Rapport sur la Bibliothèque nationale est l'œuvre de A.L. Millin » voir James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, p. 350.

(30) *Idem*, p. 356.

(31) AN, F¹⁷ 1265, dossier 8, le 25 ventôse an III (10 mars 1795), « Rapport des sections d'Antiquités de sculpture et d'architecture sur le lieu où doit être établi le nouveau Muséum proposé par le représentant Fourcroy ». Voir aussi Louis TUETÉY, *op. cit.*, t. II, p. 167-168 et James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 5, p. 576, 393^e séance.

(32) *Idem*, p. 178 : Rapport des sections d'antiquité, de sculpture et d'architecture sur le lieu où doit être été établi le nouveau Muséum proposé par le représentant Fourcroy, (F¹⁷ 1265, n° 3).

du Comité d'Instruction publique, c'est la mort de Jean-Jacques Barthélemy (1716-1795)³³ le 11 floréal an III (30 avril 1795) qui va précipiter la création du Muséum des Antiques³⁴.

Bien que la valse des rapports ne soit pas citée, le projet repris par Jacques Antoine Rabaut-Pomier passe en commission de finances puis est voté par la Convention le 20 prairial an III (8 juin 1795)³⁵. Il prévoit de préparer la création de cette institution de manière seulement provisoire, dans l'attente d'un développement qui ne viendra jamais et ce, malgré la spécialisation des collections dans les nouveaux musées révolutionnaires³⁶. Aux yeux du rédacteur du rapport, il faut réinvestir « la science de l'antiquité ». Pour nourrir ce projet, il propose de faire appel aux collections saisies déposées aux Augustins et à Nesle ou encore les objets de Chantilly et de Sainte-Geneviève³⁷. Le rapport de Rabaut à l'origine du Muséum n'exprime pas sans ambiguïté un projet comparatiste délibéré. *A contrario* des mouvements d'objets exotiques repérés dans l'histoire immédiate de la création du musée, les textes réglementaires n'annoncent pas clairement la formulation d'un projet comparatiste. À travers « les inscriptions, les diplômes, les statues, les bas-reliefs, les pierres-gravées, les peintures, les mosaïques, les médailles, les instruments civils, religieux et militaires », le conservateur-professeur « traitera de l'art chez les anciens ; il tracera son histoire ; il fera connoître le goût et le style des différens peuples, et appliquera ces connoissances à celles de l'art chez les

(33) Orientaliste et découvreur de l'araméen, il est l'auteur du *Voyage d'Anacharsis*. Allié des Choiseul il devient garde du Cabinet des médailles depuis 1754 jusqu'à sa mort. Il appuiera son neveu à sa succession.

(34) Fourcroy sort définitivement du Comité d'Instruction publique le 15 prairial an III (15 juin 1795), soit quelques jours avant le vote, voir Auguste KUSCINSKI, *op. cit.*, p. 267-268.

(35) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, 417^e séance, 12 floréal an III (1^{er} mai 1795), p. 154. « Convention nationale. Rapport et projet de décret faits au nom des comités d'Instruction publique et des Finances, réunis, sur l'établissement d'un Muséum national d'antiques ; par Rabaut, député du département du Gard. ». Millin publie le rapport dans son *Magasin encyclopédique*, Paris, Fuchs, 1^{re} année 1795, t. II, p. 366-371. « Rapport au nom des comités d'Instruction publique et de finances, réunis, sur l'établissement du Muséum national des Antiques ; par Rabaut, député du département du Gard à la Convention nationale ».

(36) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, 431^e séance, 14 prairial an III (2 juin 1795), p. 259 : « Décret sur la collection des antiques de la Bibliothèque nationale, 20 prairial, précédé du rapport fait par Rabaut-Pomier, au nom des Comités d'instruction publique et des finances, sur l'établissement du Muséum des antiques » : « Nous vous proposons seulement aujourd'hui de préparer cette institution, en établissant un professeur pour classer, étiqueter, décrire et démontrer des monuments ».

(37) *Idem*, « ce sera donc rendre un service important aux arts, aux sciences et aux lettres, que d'exposer au public la collection des antiques, qui [...] est actuellement sans utilité, et se trouve dispersée sans ordre aux Augustins, à Nesle, à Sainte-Geneviève, à la salle d'armes de Chantilly, au Garde-meuble national et au dépôt qui est à la Bibliothèque ».

modernes »³⁸. Étrange dialectique de l'ancien et du moderne qui aurait mérité d'être développée, mais le texte ne va pas plus avant. En dehors de ces considérations, le décret insiste sur l'ordonnancement de la collection. À cette fin, l'impératif méthodique est posé, comprenons une façon de mettre en ordre matériellement et intellectuellement les objets à la manière des collections naturalistes³⁹. Selon les termes employés, il s'agit de réduire la collection en système. En cela, tous « les monuments de tous les siècles, recueillis et classés comme dans un tableau, présenteront à l'œil, à l'esprit, à la mémoire, à l'imagination, à l'industrie, les inventions que les savants et les voyageurs auront pu recueillir chez tous les peuples et dans les siècles ». L'on peut supposer que cet ordre des collections permet de passer d'une vue générale à une vue particulière et donc, d'opérer des montages d'associations, de les éprouver à la façon des arts de la mémoire⁴⁰. L'arrangement voulu reprend les enjeux des classifications naturalistes. Antiquaires et naturalistes définissent « deux classes de savants » comparables dans leur souci des objets⁴¹. « Classer, étiqueter, décrire » organisent ces deux types de savoirs caméralistes⁴².

Dans les jours suivants, l'atelier du peintre émule de Jacques Louis David, Jean-Bernard Restout (1732-1797) est récupéré ; Millin accuse réception le 29 messidor an III (17 juillet 1795) des deux salles basses de la Bibliothèque nationale⁴³. Les titres de Moreau qui se trouvaient dans l'atelier vont dans les combles, de plus, la salle voisine dite « salle des écrivains » est libérée par la Commission des Travaux publics le 27 fructidor an III (13 septembre 1795).

La fin des « curiosités » dans les collections du Muséum d'histoire naturelle.

Les conservateurs Millin et Barthélemy de Courçay (1744-1799)⁴⁴ s'adressent directement au Muséum d'histoire naturelle, dès messidor

(38) « Convention nationale. Rapport et projet de décret faits au nom des comités d'Instruction publique et des Finances, réunis, sur l'établissement d'un Muséum national d'antiques » ; *op. cit.*, p. 5.

(39) James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 6, p. 259 et sq.

(40) André-Louis COINTREAU, *op. cit.*, p. 43 : « Projet de faire l'analyse de ce grand tout, d'en détacher quelques parties pour les mettre sous les yeux des artistes, et de ceux qui se destinent à l'étude de l'antiquité, d'une manière méthodique, et par conséquent plus facile à consulter au besoin ».

(41) Aubin-Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des monumens antiques*, *op. cit.*, p. 69.

(42) Rapport et projet de décret faits au nom des comités d'Instruction publique et des Finances, réunis, sur l'établissement d'un Muséum national d'antiques, *op. cit.*, p. 2.

(43) BNF, 5 AMC 12 Récupération de l'appartement de Restout, Minute d'une lettre de Millin, accusant réception de la délibération sur l'attribution de l'atelier de Restout, AN, F¹⁷ 3455, dossier Travaux pour le Muséum des Antiques, an III.

(44) Il s'agit du neveu de l'auteur *Voyage d'Anacharsis*. Il est à noter que l'oncle Jean-Jacques Barthélemy, auteur d'un *Mémoire à la Commission des Monuments* du 18 octobre 1792 est membre de la

an III (juin 1795), pour demander différentes pièces de minéralogie (basalte, marbre etc.) pour accompagner la « superbe collection de pierres gravées » et une momie d'Égypte⁴⁵. L'assemblée des professeurs du Muséum s'en remet pour décision au Comité d'Instruction publique pour autoriser « à donner au Muséum des Antiques ce qu'il désire »⁴⁶. L'échange regarde les deux parties car le Muséum d'histoire naturelle récupère les dessins de plantes et animaux conservés à la Bibliothèque nationale tels les originaux de Feuillée au Chili ou les dessins des plantes d'Europe par Plumier⁴⁷. Le transfert ne se déroule que deux ans plus tard⁴⁸. Chronologiquement selon Hamy, deux enlèvements s'effectuent depuis le Muséum d'histoire naturelle vers le Muséum des Antiques⁴⁹. Après le vote du transfert le 14 messidor an V (2 juillet 1797) un état des objets concédés s'ensuit le 15 messidor (3 juillet 1797)⁵⁰. L'autorisation officielle du 22 vendémiaire an VI (13 octobre 1797) entérine un premier enlèvement déjà effectué le 3 thermidor an V (21 juillet 1797) sans annoncer un second du 30 fructidor an V (16 septembre 1797)⁵¹.

(Suite de la note 44 page 159)

commission nommée par le « comité d'aliénation des domaines nationaux » depuis le 8 novembre 1790. À la mort de l'oncle, il lui succède en tant que conservateur des médailles en même temps que Millin.

(45) AN, F¹⁷ 3979, dossier « collections an 3 », « copie de la lettre des conservateurs du Muséum des antiques du Messidor 3^e année, aux professeurs du Muséum d'Histoire naturelle », signée Millin et Barthélemy de Courçay.

(46) *Idem*, Lettre du Musée national d'histoire naturelle au Comité d'instruction publique, Paris, le 27 messidor an III (15 juillet 1795).

(47) James GUILLAUME (eds), *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique, op. cit.*, t. 6, p. 550.

(48) AN, AJ¹⁵ 581, « séance du 14 messidor an V » (2 juillet 1797), Lettre de Barthélemy de Courçay et Millin aux professeurs. Ces objets seraient réunis dans la « voisine de celle des squelettes ». Observons qu'à ce moment la galerie d'anatomie comparée de Cuvier n'est pas encore achevée.

(49) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 33.

(50) BNF, 5 AMC 69, Lettre de Geoffroy, secrétaire du Muséum, aux conservateurs, les prévenant qu'ils peuvent faire enlever les objets par eux réclamés (Paris, 15 messidor an V – 3 juillet 1795 –) : « Les Professeurs du Muséum m'ont chargé de vous écrire qu'ils vous remettent avec plaisir pour votre intéressant musée les objets qui y ont rapport, comme momie, ustensiles indiens, meubles de sauvages que vous réclamez ».

(51) *Ibid.*, 5 AMC 80, Lettre du directeur général de l'Instruction publique aux conservateurs, les autorisant à faire enlever les objets compris dans l'état supplémentaire du 3 fructidor qui se trouvent au Muséum d'histoire naturelle, 22 vendémiaire an VI (13 octobre 1797). André-Louis COINTREAU, *op. cit.*, p. 43 : « Objets revenant du cabinet d'Histoire naturelle », « Je fus chercher au Muséum d'Histoire naturelle, des caisses renfermant des idoles adorées chez les sauvages, des armes et des meubles usités parmi eux, entre autres une espèce de cuirasse couverte d'une peau de pangolin ». Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 81 et p. 87 et BNF, 5 AMC 75 « Catalogue des objets enlevés au Muséum d'histoire naturelle pour le Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale le 30 fructidor an cinq de la République [16 septembre 1797] ».

À partir de ces « catalogues » qui présentent des inventaires avant liquidation, et malgré la pauvreté des archives, Anne Fardoulis-Vitart s'est efforcée de localiser les collections canadiennes du Cabinet-Muséum dans le Musée de l'homme en 1979⁵². Ses résultats mettent en évidence que la cote « 78.32 » correspond aux objets enlevés du Muséum d'histoire naturelle vers le Muséum des Antiques et donc à l'héritage des collections américaines du Cabinet du roi. Le « cabinet de singularitez » et ses collections américaines proviennent, selon elle, du cabinet d'Henri IV transféré au Jardin des plantes sous Louis XIII⁵³.

À ce fonds d'un Cabinet royal au cœur du Muséum d'histoire naturelle s'ajoutent les collections d'artefacts constituées par les naturalistes. Alors que le naturaliste Joseph Pitton de Tournefort (1656-1708) ramène de son voyage au Levant des curiosités qu'il lègue à sa mort au Cabinet du roi, sa collection s'intègre dans un mouvement plus vaste de compréhension du monde porté par son témoignage de voyageur⁵⁴. Le naturaliste Michel Adanson (1727-1806) collectionne de tels objets lors de son séjour sénégalais de 1748 à 1754 et rédige un lexique de wolof. De même, le naturaliste René Desfontaines (1750-1831), envoyé en Afrique du Nord par le Cabinet du roi, partage cette même pluralité disciplinaire⁵⁵.

(52) Anne FARDOULIS-VITART, *Le Cabinet du Roi et les anciens Cabinets de Curiosité dans les collections du Musée de l'Homme*, s. dir. de Jacques SOUSTELLE, diplôme de l'EHESS, Paris, l'auteur, 1979, p. 24 : « En effet, pour la première fois, un inventaire des objets entreposés dans le Cabinet du Roi fut dressé et donna lieu à l'établissement d'un « État des objets enlevés au Muséum National d'Histoire naturelle pour le Muséum des Antiques de la Bibliothèque nationale ». ». Et *Cabinet de Curiosités et objets d'art de la Bibliothèque Publique de la ville de Versailles*, Catalogue, Versailles, 1869.

(53) Anne FARDOULIS-VITART, *op. cit.*, p. 19, « Il était le successeur du Cabinet des singularitez que Henri IV avait installé aux Tuileries mais dont, malheureusement beaucoup d'objets avaient été détruits ».

(54) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 31-32 : « Il s'était accumulé au Jardin du Roi, après la mort de Tournefort, un assez grand nombre d'objets rapportés des Indes, du Sénégal, de l'Amérique par des employés civils ou militaires au service de l'État ou des Compagnies commerciales ». Joseph Pitton TOURNEFORT, *Relation d'un voyage du levant contenant l'histoire ancienne et moderne de plusieurs isles de l'Archipel, de Constantinople, des côtes de la mer noire, de l'Arménie, de la Géorgie, des Frontières de Perse et de l'Asie mineure*, Lyon, Amissou et Posnel, 1765, t. 1, p. 2 : « Je fus ravi de trouver cette nouvelle occasion de satisfaire la forte passion que j'ai toujours eue pour aller dans le pays étrangers étudier la nature, & les hommes avec plus de certitude qu'on ne fait dans les livres ».

(55) Adolphe DUREAU DE LA MALLE, Jean-André PEYSSONNEL, René Louiche DESFONTAINES, *Voyages dans les régences de Tunis et d'Alger*, Paris, Librairie de Gide, 1838, t. 2, p. 1 : « Je formai, en 1783, le projet d'un voyage aux côtes de Barbarie, pour y faire des observations sur la géographie, les antiquités, les mœurs des habitants, et particulièrement sur l'Histoire naturelle ».

Derrière la reconfiguration des collections se cache-t-il une reconfiguration des savoirs ? Les conditions de possibilité réunies d'un comparatisme entre l'antique et l'exotique suffisent-elles pour produire des résultats ? Car, l'intention comparative ne se lit que dans l'évidence des faits, appuyée par quelques lettres échangées entre Barthélemy de Courçay et Millin avec les naturalistes. En effet, malgré les nombreux rapports consacrés à la création d'un Musée des Antiques, il n'apparaît pas que le rapprochement entre l'exotique et l'antique soit concerté.

Une démarche comparatiste peu théorisée mais présente dans les faits

Étonnamment, l'événement ne se commente pas et les registres de l'assemblée des professeurs ne s'étendent pas sur ce transfert, commandé, après tout, par la Convention. On suppose que la profonde réorganisation du Muséum d'histoire naturelle préoccupe plus les professeurs, et d'autant plus que l'inflation d'objets saisis entraîne une crise matérielle de l'institution. Les travaux d'agrandissement prévus par l'architecte Molinos exigent des fonds insuffisamment disponibles en ces temps de guerre⁵⁶. À vrai dire, l'approche comparative représentée dans les mouvements d'objets de type ethnographique ne se déclare que dans la correspondance avec le Muséum d'histoire naturelle lors de la partition des curiosités. La lettre de Barthélemy de Courçay et Millin aux professeurs naturalistes lors du grand partage, aborde le rapprochement des lointains au-delà des temps et des lieux⁵⁷ :

« Il y a près de deux ans, qu'avec votre permission, un de nous visita les magasins de votre collection, pour mettre à part les ustensiles indiens, les meubles de sauvages et d'autres objets de même nature, que le Gouvernement rassemble au Muséum des Antiques, afin d'offrir sous le même point de vue ce qui peut instruire des mœurs et des usages des peuples éloignés par les tems et par les lieux ».

Cette citation en reprend une autre formulée par les mêmes auteurs aux lendemains du décret instituant le Muséum⁵⁸ :

(56) AN, AJ¹⁵ 580.

(57) AN, AJ¹⁵ 581, « séance du 14 messidor an V » (2 juillet 1797), Lettre de Barthélemy de Courçay et Millin aux professeurs.

(58) AN, F¹⁷ 3979, dossier « collections an 3 », « copie de la lettre des conservateurs du Muséum des antiques du Messidor 3^e année [juillet 1795], aux professeurs du Muséum d'Histoire naturelle », signée Millin et Barthélemy.

« Ayant considéré l'éloignement des lieux comme l'éloignement des tems, elle [la Convention] a voulu que nous réunissions tout ce qui peut faire connoître les mœurs et les usages des nations anciennes et lointaines ».

Le projet du Muséum des Antiques tente de rapprocher des collections archéologiques et les collections de type « ethnographique ». Le lieu du cabinet totaliserait le monde par delà les temps et les espaces, posant des rapports inédits. Le Muséum, dans l'espace même de ses murs, fonctionne sur une base structurellement comparatiste autorisée par les collectes des expéditions⁵⁹. L'approche comparative vise donc à éclairer mutuellement mondes anciens et Nouveaux mondes. La relation entre anciens, modernes et sauvages fonctionne encore⁶⁰. Hamy interprète cette démarche comme une alliance entre l'ethnographie et l'archéologie⁶¹. S'agit-il de la reprise du comparatisme du médecin et botaniste Antoine de Jussieu (1686-1758) initié en 1723 entre les « sauvages » du Canada et des Caraïbes, à propos des pierres taillées d'Europe, alors considérés comme des céraunies, autrement dit, des pierres de foudre⁶² ? Le jésuite Joseph François Lafitau (1681-1746) reprenait en 1724, dans ses *Mœurs des sauvages américains comparés aux mœurs des premiers temps* ce dialogue du proche et du lointain.

Toutefois, l'ambition comparative mise en avant dans la correspondance avec le Muséum d'histoire naturelle est abandonnée par Millin, une fois Barthélemy de Courçay disparu en 1799. L'archéologie qu'il construit ne recourt pas à l'exotique. Il précise l'« archéographie » à partir des monuments à l'exemple des « instruments civils, religieux et militaires des différens peuples, [...] qui sont en plus ou moins grand nombre dans les cabinets, [et] sont très instructifs et très intéressans pour l'intelligence des anciens auteurs et celle de l'histoire »⁶³. Pourtant, pour lui, « l'Archaeologie » concerne « tout ce qui a rapport aux mœurs et aux usages

(59) Yasmine MARCIL, *La fureur des voyages : les récits de voyage dans la presse périodique (1750-1789)*, Paris, H. Champion, 2006. Sur les voyages scientifiques et le cabinet comme contraction voir ma thèse : Bertrand DAUGERON, *Apparition-Disparition des nouveaux mondes en Histoire naturelle, Enregistrement-Épuisement des collections scientifiques (1763-1830)*, Paris, EHESS, 2007.

(60) François HARTOG, *Anciens, modernes, sauvages*, Paris, Galaade Éditions, 2005.

(61) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 24 : « l'ethnographie était appelée, on le voit, à contracter dès lors avec l'archéologie une alliance intime ».

(62) Voir Alain SCHNAPP, *La Conquête du passé. Aux origines de l'archéologie*, Paris, éditions carrée, 1993 p. 322 et sq.

(63) Aubin Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des monumens antiques*, *op. cit.*

des anciens ». Les « mœurs » et les « usages » ne sont-ils pas pourtant les mots exacts du titre de Lafitau ?

Ce rapprochement présent dans l'évidence des faits n'a été que trop peu explicité, à commencer par Millin lui-même dans ses cours publics⁶⁴. « L'archéologie, ou la science de l'Antiquité » est alors en formation en Europe : Eckhel à Vienne, Heyne à Göttingen, Ernefti à Leipzig⁶⁵. Le « Muséum des Antiques » supporte la science de l'Antiquité et fonde l'archéologie. En devenant le premier professeur d'histoire de l'art, Millin renouvelle l'étude pour les médailles et antiques à partir des monuments et la fait sortir des antiquaires⁶⁶. Le « conservateur du Muséum des Antiques à la Bibliothèque nationale » annonce le début des cours le 12 nivôse an III (1^{er} janvier 1795) dans son cabinet « rue Neuve des Petits-Champs, n° 11 », dont l'objet est la connaissance des mœurs et des usages chez les Anciens. Les trois mois de cours sont payants⁶⁷.

Cependant dans ce programme n'apparaît pas l'extra-européen. Millin, en effet, élude toute référence à ce type d'objets dans l'ensemble de ses écrits, à commencer par le *Magasin encyclopédique* qu'il dirige⁶⁸. Pourquoi le dispositif théorique n'est-il pas posé à plat ? Pourtant, un tel dispositif peut s'explicitier. En 1803, le médecin et idéologue Jacques Louis Moreau de la Sarthe (1771-1826), sous la signature du secrétaire de la Société des Observateurs de l'homme Louis-François Jauffret (1770-1840), exprime le souhait d'une « anatomie comparée des peuples » au cœur d'un « Museum spécial » et développe dans un mémoire un pro-

(64) De même qu'il n'a pas motivé ses intentions dans ses *Antiquités nationales* voir la thèse de Cecilia HURLEY, *Writing on the Ruins : Aubin-Louis Millin (1759-1818) and his Antiquités Nationales (1790-8)*, Neufchatel, Institut d'histoire, 2005 ; Aubin Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des monumens antiques*, *op. cit.*, p. 67 : « la Convention nationale, d'après mes instances réitérées, et sur le rapport de Rabaud-Pomier, a rendu le 20 prairial (8 juin) un décret pour exposer ces richesses dans des salles qui vont être préparées ».

(65) Rapport et projet de décret faits au nom des comités d'Instruction publique et des Finances, réunis, sur l'établissement d'un Muséum national d'antiques, *op. cit.*, p. 4.

(66) Cecilia HURLEY, *op. cit.*, p. 94.

(67) *Magasin encyclopédique*, 1^{re} année 1795, t. IV, p. 144 : « Cours d'Antiquités, dans lequel il expliquera les Monumens par l'Histoire, et l'Histoire par les Monumens » ; « Ses leçons, auront principalement pour objet de faire connoître les mœurs, et les usages des Anciens, l'histoire et les procédés des Arts, et de mettre ses auditeurs en état de lire avec intérêts les auteurs classiques, de visiter avec agrément les Musées et les Cabinets, et de voyager avec fruit ».

(68) De tout le *Magasin encyclopédique* la seule entrée dans les tables de Pajou à « Museum des Antiques » concerne l'unique article paru en 1795, t. II, p. 366-371 : « Archéologie » « Sur l'établissement d'un Muséum des Antiques ».

gramme de connaissances axé sur les collections⁶⁹. Cette société savante rédige la plupart des instructions scientifiques du voyage de Baudin aux Terres Australes (1800-1804). Dans l'intérêt que Moreau de la Sarthe manifeste pour une « classification méthodique des différentes races », il souhaite utiliser les « produits de l'industrie des sauvages [...] qui peuvent faire connaître les variétés de l'espèce humaine, ainsi que les mœurs et usages des peuples anciens et modernes ». Dans le « Mémoire pour l'établissement d'un Muséum anthropologique », l'ambition s'attache principalement à une anthropologie physique, cependant d'autres sections abordent plus directement les « objets », « instruments » et « monuments » qui tiendraient aujourd'hui d'une anthropologie des techniques, de la musique. Ce programme dépasse très largement la seule exhibition d'armes et instruments des sauvages des cabinets de curiosités. Les observations sur le Chinois Tchong-A-Sam présenté en juin 1800 à la Société des Observateurs de l'homme lors d'une séance à la Bibliothèque nationale organisée par les orientalistes s'inscrivent aussi dans une démarche matérielle⁷⁰. Certains objets du Cabinet des médailles lui sont présentés pour être identifiés.

Mais Millin n'exprime pas cette orientation. La nécrologie qu'il rédige en 1799 à propos de la mort de son collègue André Barthélemy de Courçay survenue le 9 brumaire an VIII (31 octobre 1799) fait l'impasse sur leur collaboration lors du resserrement des collections exotiques parmi les antiques⁷¹. La série de publications qui suit immédiatement ses cours d'archéologie s'inscrit dans ce même silence. Faut-il y voir une gêne à penser l'altérité au cœur des objets exotiques ? Car pour l'archéologue seule compte la relation aux temps passés. En témoigne, son *Introduction à l'étude des monumens antiques* qui propose un voyage dans les temps passés où le déroulement chronologique ponctue les étapes⁷². Au

(69) Jean-Luc CHAPPEY, *La société des Observateurs de l'homme (1799-1804) Des anthropologues au temps de Bonaparte*, Paris, société des études robespierristes, 2002, p. 283 : « Le Muséum et l'organisation de la collecte anthropologique ». Louis-François JAUFFRET, George HERVE, « Introduction aux Mémoires de la Société des observateurs de l'Homme », *Revue scientifique*, 47^e année, 2^e sem., n° 17, 1909, p. 521-528 (522). Reproduit dans Jean COPANS, Jean JAMIN et Société des observateurs de l'homme, *Aux origines de l'anthropologie française*, Paris, J.-M. Place, 1994, p. 153-158 « Mémoire sur l'établissement d'un Muséum anthropologique ».

(70) Jean-Luc CHAPPEY, *op. cit.*, p. 199.

(71) *Magasin encyclopédique*, 1799, t. IV, p. 213-214 (214) : « Il a contribué à enrichir le précieux Cabinet de la république, par des acquisitions faites avec goût et intelligence, et à maintenir le bon ordre qui y règne ».

(72) Aubin Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des monumens antiques*, p. 30 : « Pour conformer notre marche à la série chronologique des événements et aux progrès de l'esprit humain. Ainsi je commence à guider mes auditeurs dans ce voyage en leur faisant visiter l'Égypte, qui est pour nous le berceau des lettres, des arts et des sciences ».

niveau des objets, l'ambition muséographique se traduit méthodologiquement par une disposition analytique et chronologique⁷³. Le souci « chronologique » dont se préoccupe Millin emprunte selon ses propres références à l'historien de l'art Winckelman que d'autre part Alexandre Lenoir prend aussi pour caution théorique dans l'aménagement des salles du Musée des monuments français. Pourtant son emprunt des « formes primitives » de Pierre-François Hugues d'Hancarville (1719-1805) pouvait déboucher sur une démarche résolument comparative en poursuivant sa recherche à travers les ressemblances entre l'Antiquité grecque avec l'Inde, la Perse, le reste de l'Asie et l'Europe⁷⁴. Cependant, il se détourne du comparatisme pour se tenir à une approche chronologique stricte.

Résolument, Millin se cantonne au monde Antique en passant sous silence l'exotique, alors qu'au moment de sa collaboration avec Courçay il avait tant fait pour concentrer les objets de type ethnographique à la Bibliothèque nationale. Aurait-il renié sa participation à la Société d'histoire naturelle et la pétition à l'Assemblée Constituante pour partir à la recherche de la Pérouse⁷⁵ ? Que faisait-il à la Société des observateurs de l'homme autour du voyage de Baudin ? Comment se fait-il que cet homme si central pour l'histoire des collections tourne le dos à ce qu'il avait amorcé ?

L'Autre, radicalement autre, le sauvage, prend place en regard de l'Antique. Cependant, ce projet comparatiste se dérobe à la réflexion, car il ne se laisse qu'apercevoir dans le mouvement volontaire des objets exotiques auprès des antiques.

Une concentration d'objets à caractère ethnographique parmi les saisies révolutionnaires

Les inventaires des cabinets confisqués mentionnent de manière évasive des « curiosités ». Ce vocable large recouvre aussi bien des instruments de musique que des armes de « sauvages », dans la confusion des boudoirs du XVIII^e siècle alors liquidés par les confiscations. Le programme

(73) *Idem*, p. 68 : « tout y sera disposé selon la méthode analytique et la méthode chronologique combinées, et chaque pièce sera décrite et étiquetée ».

(74) *Ibid.*, p. 58 et sq. : Il recherche la « première forme de chacun des objets figurés par les différents peuples en comparant leurs monuments ; il y reconnoît un type primitif, comme les étymologistes trouvent un son primitif en anatomisant les mots des différents langues » dans Pierre-François Hugues HANCARVILLE, *Recherches sur l'origine, l'esprit et le progrès des arts de la Grèce, sur leur connexion avec les arts de la religion des plus anciens peuples connus, et sur les monumens antiques de l'Inde, de la Perse, du reste de l'Asie, de l'Europe et de l'Égypte*, Londres, 1785, 3 vol. Hancarville exilé travaille parmi les collections étrusques, grecques et romaines de l'Anglais Hamilton.

(75) Cecilia HURLEY, *op. cit.*, p. 57 et 65.

muséographique du nouveau Muséum d'histoire naturelle impose l'ordre méthodique à l'accumulation du curieux. À la fin du siècle, les « curiosités » touchent plus l'Inde, la Chine et le Japon que les nouveaux mondes, pour preuve, la place donnée aux objets extra-européens du « Muséum national » (le Louvre)⁷⁶. De par leur origine géographique, les « curiosités » recouvrent peu les *Americana* des « Nouveaux mondes » et encore moins les *Océania* des « nouveaux Nouveaux mondes », comme l'illustre la mise à l'écart des objets océaniens par Dominique Vivant-Denon (1747-1802), directeur général du Louvre et néanmoins collectionneur des objets rapportés par les expéditions scientifiques naturalistes à travers le Pacifique. Toutefois, les inventaires révolutionnaires présentent un état des lieux des cabinets savants et en particulier de la place donnée aux objets de types ethnographiques. De plus, les ventilations vers les différents dépôts montrent une intentionnalité affirmée dans la volonté d'attribuer un statut aux objets manufacturés extra-européens aux côtés de programmes muséaux mieux connus des historiens par leur monumentalisme.

Les confiscations révolutionnaires : une augmentation considérable des richesses

La formation des collections artistiques, scientifiques et littéraires pendant la Révolution dépend de deux grands faits : l'aliénation des biens du clergé et la confiscation des biens des émigrés. De 1790 à 1796, la gestion des biens saisis et le « mouvement considérable d'objets d'arts » participent à l'élaboration d'une politique muséale sans précédent dont les rapports, les inventaires, les correspondances et les registres des procès-verbaux sont conservés⁷⁷. La Révolution nourrit abondamment les nouveaux muséums français et en particulier la Bibliothèque nationale, au point d'être la période d'acquisition la plus riche de son histoire.

La politique muséale inaugurée par la Révolution se développe et crée ce que rétrospectivement on désigne comme la notion de « Patrimoine », sous la pression des saisies à l'intérieur puis à l'extérieur du territoire⁷⁸. La Conven-

(76) Dans un livre postérieur à ses « Réflexions sur le Muséum national », le peintre Lebrun exprime « Quelques idées sur la disposition, l'arrangement et la décoration du Muséum national, par le citoyen J.B.P Lebrun, peintre », an III. Voir la section IX « toutes les curiosités et du produit des arts du Japon, de la Chine, des Indes » (p. 17). AN, F¹⁷ 1281.

(77) Louis TUETEY, *Procès-verbaux de la commission des monuments 1790-1794*, Paris, Charavay, 1902-1903.

(78) Les campagnes militaires en France puis en Europe s'accompagnent d'une politique de saisies préparées et concertées. Ce type d'organisation s'exporte avec la Révolution hors des frontières : Belgique, Hollande (1795), Italie (1798), Égypte, puis avec les guerres de Napoléon dans les pays rhénans, en Espagne, au Portugal (1808).

tion, avec la « Commission des monuments des arts et des sciences » puis avec la « Commission temporaire des arts », entreprend une véritable gestion de ces « biens nationaux » avec la création de grands musées. Rappelons quelques éléments de chronologie. L'Assemblée constituante, en mettant en vente les biens du clergé dès décembre 1789, vise à remplir les caisses de l'État. Les motivations sont idéologiques et économiques. S'ensuit un travail d'inventaire des biens de l'Église nationalisés, et de mise en dépôts réalisé par des instances de conservation⁷⁹. À la sécularisation des biens du clergé se superpose la confiscation des biens des émigrés. Plusieurs directions s'offrent dans l'historiographie des biens nationaux, l'une financière et monétaire, l'autre sociale, ajoutons culturelle avec la « patrimonialisation » de certains des biens⁸⁰.

En septembre 1790 sont créées les Archives nationales, et les « Commissions établies pour la conservation des monuments des arts et des sciences » le 1^{er} décembre 1790, chargées d'étudier le sort des « monuments des arts et des sciences ». Elles mettent en œuvre l'instruction du 22 novembre 1790, « concernant la conservation des manuscrits, monuments, statues, tableaux, dessins, et autres objets provenant du mobilier des maisons ecclésiastiques et faisant partie des biens nationaux »⁸¹. Dans ce cadre, les trésors d'église de Saint-Denis, de la Sainte-Chapelle et de Chartres arrivent à la Bibliothèque royale qui devient nationale en 1792⁸². La Commission des monuments commence à dresser les inventaires des biens des émigrés (9 novembre 1791). Le Comité d'Instruction publique de l'Assemblée législative s'organise en octobre 1791⁸³. Ce ministère des affaires culturelles avant l'heure construit une politique muséale jusqu'à la fin de la Convention.

(79) « Dès l'année 1790, l'Assemblée nationale institua une Commission qui successivement s'est accrue jusqu'au nombre de 33 membres, elle est composée d'artistes et de savants, leurs fonctions sont de rechercher tout ce que la nation possède en tableaux, statues, livres, objets de curiosité et monuments de toute espèce, qui se sont trouvés disséminés dans les lieux devenus biens nationaux » ; voir « Lettre de la Commission du Muséum à Garat, Considérations sur le Muséum national, le 24 février 1793 », Jean-Baptiste-Pierre LE BRUN, *Réflexions sur le muséum national : 14 janvier 1793*, postface de Édouard POMMIER, Paris, Réunion des musées nationaux, 1992, p. 36.

(80) Voir article « Biens nationaux », dans Albert SOBOUL (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989, p. 119-121.

(81) Louis TUETÉY, *op. cit.*, *Table analytique*, t. II, p. 379 à 647.

(82) Concernant les bibliothèques saisies voir Théodore MORTREUIL, *La Bibliothèque nationale : son origine et ses accroissements jusqu'à nos jours*, Paris, Champion, 1878, p. 130 et sq : saisies des bibliothèques religieuses supprimées, Saint-Germain des Prés (après le vol de 1791), Saint-Victor, La Sorbonne.

(83) La première séance du Comité d'Instruction publique, a lieu le 30 octobre 1791, ses membres sont : « Torné, Ribaud, Carnot aîné, Prieur, Dupin, Audrein, Jean de Bry, Quatremère, Fauchet, Gibergues, Gausserand, Bonnier, Gaudin, Quatresols-Marolles ».

La Convention poursuit le mouvement de saisies et l'amplifie avec les biens des Académies supprimées (8 août 1793). Dans la foulée de la fermeture des Académies est créée la Commission des Arts qui ouvre ses registres le 1^{er} septembre 1793. Le travail d'inventaire des « machines, métiers, instruments et autres objets utiles à l'instruction publique, appartenant à la Nation » s'achève avec la fin de la Convention nationale⁸⁴. De nombreuses instructions sont rédigées afin de mener à bien le travail d'inventaire⁸⁵. Le médecin Félix Vicq d'Azyr (1748-1794) en est un auteur régulier avec sa prise de position contre le vandalisme. Durant une courte période, deux Commissions partagent des compétences semblables avant que la Commission des Arts et des sciences ne devienne la seule. La Commission temporaire des arts est la plus importante par le volume d'objets prélevés chez les émigrés et condamnés. Entre les cabinets d'amateurs et les saisies à l'étranger, les collections confisquées concentrent une quantité prodigieuse d'antiquités et d'*exotica* qui se retrouveront côte à côte au Muséum des Antiques. L'économie des saisies se transforme en politique culturelle et scientifique⁸⁶. La Commission adjointe au Comité d'Instruction publique s'articule en cinq sections, et comprend 36 commissaires choisis parmi des savants et des artistes, pour dresser les « inventaires des objets nationaux utiles à l'instruction publique »⁸⁷. Les personnels des commissions sont parmi les premiers intéressés à la saisie, on retrouve pour la Bibliothèque nationale André Barthélemy de Courçay et Aubin-Louis Millin effectuant des « recherches des objets de sciences et des arts »⁸⁸.

(84) Elle sera supprimée à la toute fin 1795 pour être remplacée par un « Conseil de conservation des objets des sciences et d'arts » ; voir Louis TUETÉY, *op. cit.*, t. I, p. XXIII.

(85) Séance du 30 ventôse an II (20 mars 1794), James GUILLAUME, *op. cit.*, t. 3, p. 549 : « Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver, dans toute l'étendue de la République, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement proposées par la Commission temporaire des arts et adoptées par le Comité d'Instruction publique de la Convention Nationale ».

(86) En octobre 1792 la vente des biens confisqués est suspendue par la Convention voir James, GUILLAUME, *op. cit.*, p. 6.

(87) Louis TUETÉY, *op. cit.*, p. XXV : 1 Histoire naturelle, Zoologie, botanique, minéralogie ; 2 Physique, chimie, anatomie ; 3 Mécanique, Machines, Génie militaire, Ponts et chaussées ; 4 Peinture, sculpture, architecture ; 5 Bibliographie, géographie, antiquités, musique.

(88) *Instruction sur la manière d'inventorier et de conserver, dans toute l'étendue de la République, tous les objets qui peuvent servir aux arts, aux sciences et à l'enseignement, proposée par la Commission temporaire des arts, et adoptée par le Comité d'instruction publique de la Convention nationale an II puis ses différentes éditions insiste sur la spécialisation des différentes sections avec leur lettre distinctive (« A » pour l'histoire naturelle, « H » pour les antiquités) dans la rédaction des catalogues. Millin devient membre de la Commission des Arts lors de la séance du 15 pluviôse an III (3 février 1795) pour rejoindre la section des Antiques, dix jours plus tard, voir Louis, TUETÉY, *op. cit.*, t. II, p. 94 et p. 116.*

À l'indispensable travail de saisies succède la concentration dans des dépôts provisoires avant la vente ou la conservation. Les dépôts principaux de la Commission des Arts au regard des objets d'arts se trouvent aux Petits-Augustins et à l'Hôtel de Nesle, rue de Beaune⁸⁹. Par l'intermédiaire de dépôts, les objets des émigrés Angivilliers, Bertin, Brissac, Choiseul, Condé, Noailles, Penthievre et de nombreux autres sont concentrés puis distribués. Le dépôt littéraire de Nesle, rue de Beaune, avec son conservateur Jacques-André Naigeon (1738-1810), s'impose comme un passage obligé des confiscations avant l'intégration dans la Bibliothèque nationale⁹⁰. Celui des Petits-Augustins devient le Musée des monuments français sous la direction d'Alexandre Lenoir et représente le second dépôt principal gérant les antiquités, sculptures et peintures. D'autres dépôts spécialisés existent, citons pour la section « Bibliographie », les Cordeliers et l'Arsenal ; la Musique à la rue Bergère ; les instruments de physique et les machines à la Maison d'Aiguillon, rue de l'Université. Prés de cinq envois sont assurés entre le dépôt de Nesle et le Cabinet des médailles entre 1795 et 1798⁹¹. Ces inventaires fragmentaires, toujours conservés⁹², mentionnent le collectionneur d'origine avec un descriptif évasif⁹³.

Or, les collections inventoriées par la section de l'Antiquité de la Commission temporaire des arts parmi les principaux cabinets tels ceux de Saint-Sulpice, Brissac et Saint-Victor ne se réduisent pas à de seuls antiques⁹⁴.

(89) AN, F¹⁷ 1072, Rapport de Lebrun sur Nesle, 30 messidor an II (18 juillet 1794).

(90) Sur Naigeon voir Louis TUETÉY, *op. cit.*, t. I, p. 71. Il est nommé garde du dépôt national de la rue de Beaune par le ministre de l'Intérieur lors de la séance du 25 pluviôse an II (13 février 1794). Ancien élève de David, il devient conservateur du Musée du Luxembourg, en 1802, *Magasin encyclopédique*, 1^{re} année 1795, t. II, p. 366-371.

(91) Thierry SARMANT, *op. cit.*, p. 224 et sq. Par exemple : BNF, 5 AMC 13, « État des objets d'antiquité conservés au dépôt national, rue de Beaune, qui paroissent devoir faire partie du Muséum des antiquités », 3 messidor an III (21 juin 1794) ; ou : 5 AMC 73, « État des objets enlevés au dépôt de la maison de Nêle pour le Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale. Le 17 fructidor an cinq de la République française (3 septembre 1797) ». Et encore : 5 AMC 82, « Remise au citoyen Millin, conservateur du Muséum des antiquités, des objets d'art provenant du dépôt de la rue de Beaune », 18 nivôse an VI (7 janvier 1798), signé Naigeon. On notera provenant de Chantilly : « modèle de pirogue, fait en clouds [sic] de girofle par un sauvage des isles moluques venant du cabinet de Bomare sous la cage de verre ».

(92) Voir AN, F¹⁷ 1192 (D), Dossier « Muséum des Antiques », par exemple celui du 24 brumaire an IV (14 novembre 1796).

(93) BNF, 5 AMC 71 « État des objets provenant du dépôt de Nesle, et désignés pour être transférés au Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale, ce cinq thermidor an cinquième » dont : « Un carton renfermant une parure de sauvage d'Amérique : cette parure est de plumes et comporte quatorze pièces ».

(94) AN, F¹⁷ 1265, Dossier 2, « Commission temporaire des arts, inventaire des médailles et antiques ».

La spécialisation des sections de la Commission temporaire des arts masque la vocation encyclopédique de ces cabinets. L'exemple connu du cabinet Bertin démontre l'hétérogénéité des objets collectionnés⁹⁵. Son cabinet intéresse aussi bien les sections de musique, de peinture, d'histoire naturelle et de bibliographie, et non uniquement par ses objets chinois⁹⁶. Autrement dit, les antiquités et les objets exotiques sont disjoints des collections d'origine dans le travail d'inventaire des différentes sections. La réunion d'objets antiques aux côtés d'objets exotiques au cœur du Muséum des Antiques ne peut donc apparaître que de manière volontaire et non occasionnelle. Les saisies hors des frontières appuient ces mouvements d'objets à destination du Muséum des Antiques, mêlant antiquités et objets à caractère ethnographique.

Les « saisies » en Europe

La création, même temporaire, du Muséum des Antiques est immédiatement suivie de toute une série de mouvements d'objets curieux, comme par exemple d'une partie du cabinet Bertin, ou encore des saisies des armées révolutionnaires hors des frontières⁹⁷. Car l'aménagement des salles basses libérées pour l'installation du Muséum des Antiques suit les multiples arrivages des saisies effectuées en Europe, en particulier le cabinet du Stadhouders de Hollande. André-Louis Cointreau rappelle dans son *Histoire abrégée*, l'urgence et la nécessité d'un inventaire car « l'on attendoit incessamment des pays étrangers des objets tout à fait semblables »⁹⁸. Et pour cause, 1797 (an V) est une année faste pour les collections françaises. En effet, les saisies de l'intérieur se doublent de saisies extérieures, en Hollande puis en Italie, sans omettre le retour des objets de l'expédition d'Entrecasteaux⁹⁹. Dès l'hiver de l'an III (1795), les salles basses de la Bibliothèque nationale reçoivent pour inventaire environ 70 caisses de Hollande¹⁰⁰. Barthélemy de Courçay, à la fois commissaire

(95) Louis TUTEY, *op. cit.*, t. I, p. 144, AN, F¹⁷ 1188 (1) et F¹⁷ 1344 (2).

(96) Auxquels on peut allonger la liste, AN, F¹⁷ 1265, dossier 9 « Cabinet de Saint-Germain des Près », « Inventaire des objets d'antiquités et de quelques autres copiés de l'antique, conservés dans la bibliothèque de la ci-devant abbaye de saint Germain à Paris », exemples d'*exotica* de 433 à 454 objets chinois et malabares mais aussi objets égyptiens, gaulois.

(97) BNF, 5 AMC 74, « Catalogue des objets chinois provenant du cabinet du citoyen Bertin, enlevé à la maison de Nêlle le dix-sept fructidor an cinq de la République, pour le Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale ».

(98) André-Louis COINTREAU, *op. cit.*, p. 32.

(99) AN, AJ¹⁵ 580, le 4 ventôse an V (22 février 1797), le naturaliste Labillardière montre les quadrupèdes rapportés à Cuvier.

(100) *Ibid.*, F¹⁷ 1281, le 10 ventôse an III (28 février 1795).

et futur conservateur, s'investit dans le tri dans ce dépôt provisoire¹⁰¹. Les inconvénients d'inventorier à la Bibliothèque nationale sont tels que les caisses sont directement réorientées vers le Muséum des plantes pour l'histoire naturelle et le dépôt des Cordeliers pour les livres¹⁰². Certains objets saisis effectuèrent un aller retour entre la Bibliothèque nationale et le Jardin des plantes. Très peu de temps après la création du Muséum des antiques, Barthélemy de Courçay et Millin, promus conservateurs, demandent à récupérer des artefacts initialement ventilés vers le Muséum d'Histoire naturelle ou vers le Muséum des arts¹⁰³. Le manège des distributions et redistributions s'amplifie pour accroître les collections exotiques du Muséum des antiques. Des « Curiosités indiennes » quittent le Muséum des Arts (le Louvre) pour rejoindre le « Muséum des Antiques » qui, depuis l'an III, concentre l'ensemble des objets de type ethnographique¹⁰⁴. De même, le Musée des monuments français doit se séparer de certaines de ses antiquités¹⁰⁵.

Ainsi le fonds propre du cabinet s'enrichit de manière inédite dans le cadre d'une politique de saisies appuyée par des mouvements entre musées. Aux objets extra-européens rapportés par Joseph Dombey (1742-1794) du Chili en 1786, et autres « Curiosités du Nord et de la Tartarie »

(101) *Ibid.*, F¹⁷ 1204 (A), le 10 ventôse an III (28 février 1795).

(102) Voir Louis TUEY, *op. cit.*, t. 2, p. 149.

(103) AN, F¹⁷ 3979, dossier « collections an 3 », « copie de la lettre des conservateurs du Muséum des antiques du Messidor 3^e année, aux professeurs du Muséum d'Histoire naturelle », signée Millin et Barhélémy : « Parmi [les objets arrivés de la Hollande] que vous avez reçus, il y a quelques meubles, instruments et ustensiles des habitants de l'Inde que nous vous demanderons pour être joints à ceux que la Convention nous a chargé de recueillir ». Et BNF, 5 AMC 11 Pièces relatives aux acquisitions hollandaises de 1795. Arrivée de caisses venant de La Haye, 12 messidor an III (30 juin 1795). Armures et autres curiosités indiennes, « Envoyé du Muséum des arts quelques caisses et malles venant de la Haye. Nous avons ouvert celles qui contenaient des armes et divers ouvrages de l'art chez les Indiens, qui ont été transportés provisoirement au Cabinet des Antiques. Les Caisses non ouvertes sont restées dans la nouvelle salle ». Pour d'autres transferts : Yveline CANTAREL-BESSON, *La Naissance du musée du Louvre*, t. 1 : *la politique muséologique sous la Révolution d'après les archives des musées nationaux*, Paris, Éditions de la Réunion des musées nationaux, 1981, p. 234, T1, (17 sept 1795) séance du 1^{er} jour complémentaire : déchargement d'un bateau avec 585 caisses (saisies) destinées à la galerie du Muséum « mais encore les caisses contenant des objets destinés au Muséum des Antiquités, et à les faire enlever dans la partie de la galerie [sic] nouvellement arrangée pour servir de dépôt », p. 250 séance du 17 vendémiaire (9 octobre 1795).

(104) BNF, 5 AMC 50, 3 fructidor an IV (20 août 1796) « Envoi d'objets d'ethnographie par Robert et Fragonard : « Ce jour, les citoyens Robert et Fragonard, conservateurs du Muséum des Arts ont envoyé le modèle d'une habitation de sauvages, garnie de ses meubles, outils et armes, dont l'état en hollandais y est joint ».

(105) *Ibid.*, 6 AMC 5, « Inventaire des objets d'antiquité déposés au Muséum des Monuments français et remis par le citoyen Lenoir, administrateur de cet établissement, au citoyen Cappeyronier, administrateur de la Bibliothèque nationale », le 7 frimaire an IX (28 novembre 1800). Le cabinet des Antiques reçoit des objets égyptiens, gaulois, étrusques.

pour n'en citer que quelques-uns, s'ajoutent les collections saisies tant en France qu'en Europe, ainsi que les ventilations entre différentes institutions muséales¹⁰⁶. Sorti *ex-nihilo*, le jeune Muséum concentre rapidement près de 6000 objets réunis dans ses deux salles, dont un grand nombre d'*exotica* pendant en vis-à-vis des collections d'antiques.

Un Musée abandonné

Le resserrement des collections, avec la politique orientée des saisies révolutionnaires et la partition des collections naturalistes, ne suffit pas à consolider un projet conçu initialement comme temporaire. Car il s'agit d'un avant-projet, qui ne durerait que dans l'attente d'un établissement permanent ; cependant il ne reçut jamais d'issue définitive. Son achèvement fut, non pas celui de sa réalisation mais celui de son oubli. La mise à distance de l'héritage de la Convention sous le Consulat puis L'Empire, assèchent l'utopie de connaissance¹⁰⁷. L'ancien directeur de l'instruction publique sous la Convention, Ginguené, retiré, le Muséum des Antiques ne bénéficie plus de ses protecteurs¹⁰⁸. Mais, la versatilité des rapports des jeux politiques n'explique pas tout. Plusieurs raisons peuvent expliquer son échec. Parmi quelques-unes possibles, soulignons l'absence des collections rapportées par les expéditions scientifiques dans leur exploration du Pacifique, des difficultés matérielles d'exposition, ou la concurrence du Louvre.

L'absence des « nouveaux Nouveaux mondes » du Pacifique

Bien que collectés par les naturalistes, les objets d'Océanie trouvent difficilement une place dans les collections publiques, une timide place

(106) *Ibid.*, 4 AMC 12 Pièces de l'année 1786 « Pièces relatives au dépôt de Joseph Dombey ». Sur les collections de Dombey voir Pascal RIVIALE, *Un siècle d'archéologie française au Pérou, 1821-1914*, Paris, Montréal, l'Harmattan, 1996. Et BNF, 3 AMC 38, Pièces datées de 1777 « Curiosités du Nord et de la Tartarie, données pour la Bibliothèque du roi ».

(107) Nélia DIAS, *Le Musée d'ethnographie du Trocadéro (1878-1908). Anthropologie et Muséologie en France*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique – Presses du CNRS, 1991, sur le Muséum des Antiques, p. 118. Jean-Luc CHAPPEY, « De la science de l'homme aux sciences humaines : enjeux politiques d'une configuration des savoirs (1770-1808) », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2006, 15, p. 43-65. Claude BLANCKAERT, « 1800, Le moment naturaliste des sciences de l'homme », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2000, n° 3, p. 117-160.

(108) Millin, dans son *Introduction à l'étude des monumens antiques* dédicace son ouvrage à Fourcroy : « Hommage d'amitié, d'estime et de reconnaissance ». Dans l'*Introduction à l'étude des médailles*, il le fait pour Ginguené, directeur général de l'instruction publique. Enfin dans son *Introduction à l'étude des pierres gravées*, il dédie son travail aux frères Rabaut : Paul, auteur du rapport sur les cours d'« archaeologie » et à Jean-Paul.

comparable aux objets d'Amérique conservés dans les collections royales et qui ont transité par le Muséum des Antiques. Paradoxe de l'âge des Musées auquel les expéditions scientifiques participent : toutes les conditions intellectuelles étaient réunies pour qu'une telle absence n'ait pas lieu. Les objets des « nouveaux Nouveaux monde » du Pacifique sombrent dans l'anomie des classements pendant que les voyages de découverte sillonnent le grand Océan. Dans la non exposition des objets du Pacifique rapportés depuis Bougainville jusqu'à Baudin, de 1766 à 1804, se jouerait le drame pour les collections françaises de n'avoir pu absorber les « nouveaux Nouveaux mondes » *a contrario* du British Museum¹⁰⁹ avec les objets de Banks et de Cook, ou de Göttingen animé par le naturaliste allemand Blumenbach, qui ont donné une place aux objets océaniques. Pourtant, les objets du Pacifique intègrent les collections du Cabinet du roi dans les années 1760. Daubenton, le naturaliste et collaborateur de Buffon, parle dans l'article « Cabinet d'histoire naturelle » pour l'*Encyclopédie* de Diderot et d'Alembert d'une : « Quantité de vêtements d'armes, d'ustensiles de sauvages, *etc.* apportés de l'Amérique et d'autres parties du monde ». Buffon mentionne des objets des « insulaires des mers du Sud » dans son *Histoire naturelle de l'homme*. Témoins des premiers contacts, les observations de l'histoire naturelle fournissent des documents irremplaçables concernant la culture des mondes micronésiens, polynésiens, mélanésiens. Les naturalistes explorent les lointains pour collecter de nouveaux spécimens naturels dans l'intention d'éprouver les classifications à vocation universelle, tout en fournissant des matériaux de première main pour l'histoire naturelle de l'homme.

Aussi dans l'inventaire des « objets de zoologie » confisqués des cabinets de Brionne et Vaudémont apparaît une « bande de toile étiquetée de l'île de Cythère »¹¹⁰. Qu'est devenu cet objet ? A-t-il intégré le Muséum des Antiques ? De manière plus certaine, d'autres objets de Tahiti semblent être passés par le Muséum des Antiques à l'exemple d'« un très grand tapis en toile d'Otaïti » mentionné dans le « Catalogue des objets enlevés au Muséum d'histoire naturelle pour le Musée des Antiques de la Bibliothèque nationale ». Cependant, il ne s'agit pas d'objets océaniques ramenés

(109) L'exemple Anglais avec le *British Museum* place les objets de Cook parmi le « department of Antiquities », voir Hermann Justus BRAUNHOLTZ, *Sir Hans Sloane and Ethnography*, Londres, Trustees of the British Museum, 1970, p. 37.

(110) AN, F¹⁷ 1336 dossier 3, « inventaires d'objets de zoologie dressés par Richard », Zoologie « Inventaire des objets de zoologie provenans de Brionne et Vaudemont au Dépôt de la rue de Baune [sic], N° 153 Bande de toile étiquetée de l'île de Cythère, « Laissé au dépôt de la rue de Baune [sic] » signé Richard.

par les voyages de découverte français. Les inventaires des collections Dombey mentionnent des objets d'Océanie ; il s'agit donc d'artefacts ramenés par les Espagnols au Chili puis acquis par le naturaliste-voyageur français¹¹¹.

Peu d'artefacts des mers du Sud de cette période survivent aujourd'hui. La synthèse sur les collections publiques de Sylviane Jacquemin pointe les vicissitudes des objets océaniens en France¹¹². Les exils successifs des objets se déroulent dans l'absence d'inventaires, ou au mieux, dans l'interprétation de lacunes. Par la même occasion, c'est saisir toute la difficulté à accorder un statut à ces objets de type nouveau, alors que le Muséum des Antiques se met en place. Il y a là une faille qui prélude de l'échec annoncé du comparatisme de l'exotique et de l'antique. Car le Muséum des Antiques n'a pas bénéficié des résultats de l'expédition Marchand dans le Pacifique (1790-1792)¹¹³, de la restitution par les Anglais des objets de l'expédition d'Entrecasteaux en 1796, pas plus que ceux rapportés par Baudin de la Trinité espagnole à son retour en 1798, et encore moins de ceux de l'expédition d'Égypte partie en 1798 qui ne prirent place, si ce n'est qu'en intention, dans ce projet. Quant aux 206 artefacts de l'expédition Baudin aux terres australes (1800-1804), les objets collectés à l'île Bruny, à la terre de Diemen (Tasmanie), à Port Jackson et à Timor, ou donnés par l'Anglais George Bass à l'intention du Musée de Louis François Jauffret, ils ne trouvent pas de place dans un Muséum des Antiques. Destinés à intégrer des collections scientifiques, ils en sont détournés lors de leur acheminement du Havre vers Paris pour échouer à la Malmaison de Joséphine. La fin de la Terre Napoléon et de ses rêves de colonies australes, et la reprise de la guerre avec l'Angleterre, épuisent un projet dont les résultats doivent désormais se limiter à l'agrément, entre les eucalyptus et les cygnes noirs de Nouvelle Hollande, pour le plus grand plaisir de Joséphine à la Malmaison, dans l'attente de leur disparition sans laisser de traces vers 1815.

(111) Sur les mémoires multiples de l'objet de Musée voir Anne VITART-FARDOULIS, « L'Objet interrogé : Ou comment faire parler une collection d'ethnographie », *Gradhiva*, n° 1, 1986, p. 9-12, Le propos tente de tracer les ventilations des collections d'objets archéologiques péruviens rapportés par Joseph Dombey en 1786 parmi ceux enregistrés au Musée de l'Homme comme « mission Dombey » (78.5.). Et Bibliothèque Centrale du Muséum national d'Histoire naturelle, Ms 2625, Dombey.

(112) Sylviane JACQUEMIN, *Objets des mers du Sud. L'Histoire des collections océaniques dans les musées et établissements parisiens du XVIII^e au XX^e siècles*, s. dir. de Jean, GUIART, Mémoire de recherche de l'école du Louvre, Paris, l'auteur, 1991.

(113) Odile GANNIER et Cécile PICQUOIN (eds), *Journal de bord d'Étienne Marchand : le voyage du « Solide » autour du monde, 1790-1792*, Paris, CTHS, 2005.

Plus tardivement, les circumnavigations menées sous la Restauration accordèrent les précieux objets rapportés au Musée naval du Louvre mais pas au défunt « Muséum des Antiques », alors oublié¹¹⁴.

Le manque de vitrines d'exposition

L'affectation des deux salles basses de la Bibliothèque nationale à destination du Muséum des Antiques ne suffit pas à exposer les collections. Les travaux s'allongent et perturbent les cours de Millin qui ne peuvent y avoir lieu¹¹⁵. Bien que le Musée soit créé par un décret de la Convention, l'impulsion politique ne parvient pas à fournir des armoires d'exposition dans le contexte de pénurie économique. Le retardement fatal à exposer les collections doit à ces vitrines tant attendues qui n'arriveront jamais¹¹⁶. La division du travail entre la Commission temporaire des arts et la Commission des revenus nationaux fournit un obstacle administratif suffisant pour priver le jeune musée de ces vitrines¹¹⁷. Bien qu'une réponse favorable soit accordée dès l'an IV, elles n'arrivèrent jamais. Dans une lettre de Millin au ministre de l'Intérieur du 9 thermidor an VIII (28 juillet 1800), le conservateur s'apitoie non plus sur le « Muséum des Antiques » mais sur le « cabinet d'antiques » et son absence prolongée d'armoires. Dans le glissement lexical du « Muséum » au « Cabinet » s'entrevoit un projet qui n'existe plus. Selon le conservateur, personne n'a connaissance du Cabinet : « Renfermé dans un lieu inaccessible depuis plus de 40 années, faute de moyens pour l'exposer, et il n'y a peut-être pas à Paris et en France vingt personnes qui en ayent connoissance »¹¹⁸. L'appellation du « Muséum des Antiques » s'efface des registres de la Bibliothèque nationale. En l'an IX

(114) AN, F¹⁷ 3468, Dossier « Médailles Estampes, objets antiques divers », an VI [1798]-1838, aucune mention sur des objets d'Océanie.

(115) Aubin Louis MILLIN, *Introduction à l'étude des monumens antiques*, op. cit., p. VIII « mais les travaux de la salle destinée à recevoir les Monumens antiques n'ont point été continués comme ils devoient l'être ».

(116) BNF, 5 AMC 16, Lettre de la Commission exécutive de l'instruction publique aux conservateurs, annonçant qu'elle fait rechercher dans les « maisons nationales » des armoires vitrées pour le Cabinet des médailles (Paris, 25 messidor an III – 13 juillet 1795) ; *ibid.*, 5 AMC 40, Lettre des conservateurs au ministre de l'Intérieur, demandant la reprise des travaux dans la salle du rez-de-chaussée destinée à l'exposition des antiques (Paris, 28 frimaire an IV – 19 décembre 1795).

(117) AN, F¹⁷ 3455, dossier « Travaux pour le Muséum des Antiques, an III », Paris, le 7 thermidor an III (21 juillet 1795).

(118) *Ibid.*, 9 thermidor an VIII (28 juillet 1800), Lettre de Millin au ministre de l'Intérieur : « Mais nous n'avons point d'armoires vitrées pour y exposer ces objets dont même quelques uns sont altérés par l'air ; depuis six années je n'ai cessé de demander ces armoires, aujourd'hui je me flatte Citoyen ministre que cette demande aura plus de succès ».

(1801), il n'y est plus fait mention ; on ne cite plus qu'une « section des Antiques » avec des « Médailles, antiques, pierres gravées, costumes anciens et modernes »¹¹⁹.

Malgré le manque de documents historiques, on peut risquer d'interpréter le devenir de certains objets conservés dans les salles du « Muséum des Antiques ». Parmi les rapports sur l'histoire de la Bibliothèque nationale rédigés au XIX^e siècle, celui d'Honoré d'Albert Luynes (1802-1867) mentionne le devenir de « bas-reliefs et inscriptions antiques » saisis à Lyon, entreposés dans les « salles du rez-de-chaussée » aménagées par un décret de la Convention et dont on peut fortement supposer qu'il s'agit du Muséum des Antiques¹²⁰. Selon ce rapport, « ces inscriptions et marbres sont restés dans les salles du rez-de-chaussée jusqu'en 1808 » puis ont été transportés « dans les caves ». C'est Charles Lenormant (1802-1859), un conservateur du Cabinet dès 1832, qui a « exhumé des objets antiques d'un haut prix » parmi lesquels « le buste, en marbre de Paros, de Julie, fille de Titus, le buste unique de Messaline, la statue unique de Flacilla, femme de Théodose » et un autre buste originaire du fronton du Parthénon¹²¹. Peut-on retenir l'année 1808 comme celle de la liquidation des salles du « Muséum des Antiques » ? Ou bien doit-on la considérer comme un moment supplémentaire d'une décomposition lente entamée dès 1798, lorsque quelques objets exotiques quittent la Bibliothèque pour rejoindre le dépôt de l'Artillerie, rue Dominique¹²² ?

La rivalité du Louvre

La concurrence du Louvre, à deux pas de la Bibliothèque nationale pèse lourd pour se poursuivre tout du long du XIX^e siècle dans de multiples projets de translation de collections. En plus de sa fonction politique, le

(119) *Ibid.*, F¹⁷ 3439 dépenses 1791-an X, « aperçu des dépenses de la Bibliothèque nationale pour l'an IX (1801), que les Conservateurs ont l'honneur de soumettre au Ministre de l'Intérieur » signé par Millin.

(120) Honoré d'Albert LUYNES, *Ministère de l'Instruction publique et des cultes. Rapport fait au nom de la sous-commission chargée d'examiner l'état des catalogues du Cabinet des médailles et antiquités de la Bibliothèque nationale, par M. d'Albert de Luynes...*, Paris, Imprimerie nationale, 1850, p. 15-16.

(121) BNF, 10 AMC 25, Pièces relatives aux moulages du buste découvert par Lenormant dans la cave de la Bibliothèque royale et attribué par lui à Phidias, 1846.

(122) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 28, le 3 messidor an VI (21 juin 1798). BNF, 5 AMC 86, « État des objets envoyés au dépôt de l'artillerie, rue Dominique, maison des ci-devant Jacobins, par les conservateurs du Muséum des antiques de la Bibliothèque nationale », 24 messidor an VI (12 juillet 1798) ». L'inventaire localise les collections originales, aux exemples de la Maison de Nêlé (Chantilly, Brissac, Esclignac...) « arc indien » « bouclier chinois » ; Sainte Geneviève (petit Boutou ou casse tête indien).

Louvre, en tant que Musée, tend à absorber tout type de collections pour nourrir sa vocation universaliste. Initialement dédié à la peinture dans le projet d'Angiviller sous Louis XVI, le Musée du Louvre développe sans cesse de nouvelles collections telles les antiques. Rappelons que la France de la fin du XVIII^e siècle ne possède pas de musées dédiés aux sculptures antiques de la Grèce et de Rome, à la différence des collections italiennes. Le modèle italien de collections d'antiques parmi les peintures séduit la France révolutionnaire. À ce sujet, la transcription des procès-verbaux des séances du « Conservatoire du Muséum des arts » laisse apparaître dès messidor an III (juillet 1795) des négociations pour obtenir la réunion du Muséum des arts et du Muséum des antiques¹²³. Autrement dit, de réunir deux musées au Louvre. Dans les jours suivants l'intervention de Rabaut pour le projet de décret à la Convention nationale portant sur les antiques de la Bibliothèque nationale dans l'organisation provisoire du « Muséum des Antiques », s'impose la nécessité de réunir le Muséum des Antiques au Muséum des arts. Le Comité demande à Fourcroy et à Rabaut des rapports sur le Muséum des Antiques et son emplacement au Louvre¹²⁴. Le Conservatoire du Muséum des arts hâte les moyens de joindre les deux musées¹²⁵. Mais cela ne semble pas être l'ambition des conservateurs du Muséum des Antiques qui demandent le transport des objets d'antiquités entreposés rue de Beaune à la Bibliothèque nationale. De plus, des travaux sont demandés à la Bibliothèque pour que les cours puissent ouvrir¹²⁶. La galerie d'Apollon du Louvre est offerte au Muséum des Antiques, mais l'exiguïté des lieux motive le refus. En 1796, la proposition de réunion semble toujours tenir ; au final elle n'aura pas lieu, pas plus que les nombreuses propositions suivantes révélant la mainmise napoléonienne sur le Louvre et par ricochet sur la Bibliothèque nationale¹²⁷. Le projet de translation de la Bibliothèque au Louvre – devenu Musée Napoléon – après juin 1803 est arrêté le 28 vendémiaire an IX (20 octobre 1800) par le ministre de l'Intérieur Lucien Bonaparte au moment où Millin et Gosselin sont nommés conservateurs des médailles¹²⁸. Napoléon

(123) Voir Yveline CANTAREL-BESSON, *op. cit.*, I, p. 198-202.

(124) Le 12 messidor an III (30 juin 1795) voir James GUILLAUME (eds), *Procès-verbaux du Comité d'instruction publique*, *op. cit.*, t. VI, p. 381.

(125) *Idem*, p. 384-385, le 14 messidor an III (2 juillet 1795).

(126) *Ibid.*, voir les séances du Comité d'instruction publique 20 messidor an III (8 juillet 1795) et du 24 messidor an III (12 juillet 1795).

(127) Yveline CANTAREL-BESSON, *op. cit.*, II, p. 251.

(128) Théodore MORTREUIL, *op. cit.*, p. 148. Voir aussi AN, F¹⁷ 3455, Décret de Chaptal du 3 fructidor an IX (21 août 1801), qui ne fait évidemment pas mention du Muséum des Antiques, art. 4 : « La Bibliothèque nationale sera entièrement établie au Louvre dans le cours de l'an XI (1803) ».

rêve d'un grand Louvre qu'il commande à l'architecte Ennio Quirino Visconti (1751-1818), ancien directeur des collections papales du musée Pio-Clementino, afin de vivre parmi les antiques tel un empereur romain. Le modèle romain renaît avec la lecture de l'historien de l'art Winckelmann au moment où certaines des œuvres étudiées s'exposent au Louvre par le biais des saisies en Italie, à l'exemple du Laocoon et de l'Apollon du Belvédère mis en place par Visconti, une fois la galerie d'Apollon achevée en 1799, peu après le 18 Brumaire de Bonaparte¹²⁹. La galerie prend alors le nom de « Muséum des Antiques » s'appropriant l'appellation du musée de la Bibliothèque nationale¹³⁰. La Galerie des antiques du Musée central des arts, une des appellations du Louvre, réunit 180 objets dans six salles dont le Faune au repos, Venus sortant du bain, le tireur d'épine et autres œuvres fameuses enlevées de Rome. Après tout, « Rome enleva jadis à la Grèce asservie, ces richesses inestimables » comme le souligne le peintre Charles Paul Landon (1760-1826) auteur d'articles de Beaux-arts à la *Décade*. La constitution d'un Musée d'Antiques au Louvre se fait au détriment du projet comparatiste. À la fin du Directoire, le « sauvage » n'a plus sa place à côté de l'Antiquité. Le programme politique marqué par la coïncidence des dates assèche toute connaissance de l'homme par ses objets. Par la suite, l'imagerie antique chez le peintre Jacques Louis David (1748-1825) participe d'un usage politique de l'intérêt pour l'Antiquité où le caractère viril des représentations exalte la politique martiale de l'Empire napoléonien¹³¹.

Par les rapports entre science et politique, il serait tentant d'expliquer l'échec du « Muséum des Antiques » par l'alternance des régimes politiques mettant à mal « l'idéal républicain ». Cependant, l'échec de ce Musée invisible s'ancre structurellement dans l'incapacité à construire une ethnographie à partir des cultures matérielles extra-européennes. Au-delà des conjonctures politiques, les collections rapportées à grands frais par les expéditions scientifiques ne sont pas pensées. Ce renoncement détonne d'autant plus qu'il s'installe dans la longue durée. Doit-on en

(129) Ennio Quirino VISCONTI, *Notice des statues, bustes et bas-reliefs de la Galerie des Antiques du Musée Napoléon, ouverte pour la première fois le 18 Brumaire an 9*, Paris, Imprimerie des Sciences et des Arts, an XI [1803]. Andrew McCLELLAN *Inventing the Louvre : Art, Politics, and the Origins of the Modern Museum in Eighteenth-Century Paris*, Cambridge, Cambridge university press, 1994, chap. 4 « The Musée central des arts », p. 124-154.

(130) « Lettre aux Rédacteurs, sur le Musée des Antiques », *La décade philosophique*, vol. 27, an IX [1801], p. 424 et 490.

(131) Régis MICHEL, (éd.), *David contre David: actes du colloque organisé au Musée du Louvre, par le Service culturel, du 6 au 10 décembre 1989*, Paris, la Documentation française, 1993.

déduire qu'il s'agit d'une faillite, d'un tournant capital qui aurait pu être pris mais qui ne l'a pas été ?

Une faillite entraînant une longue déshérence

En amont de l'institutionnalisation de l'ethnographie avec le musée du Trocadéro en 1878, une fois les empires coloniaux constitués, se plaque le destin tragique des premières collections d'objets ethnographiques vers leur perte inexorable. Non seulement le projet d'un « Muséum des Antiques » a échoué, mais matériellement, la plupart de ces objets a disparu à l'exemple des objets rapportés par les expéditions maritimes scientifiques de Bougainville à Baudin, en passant par d'Entrecasteaux. Alors, à l'acmé de la collecte d'objets du Pacifique, la seconde moitié du XVIII^e siècle ne garde presque rien des documents matériels des premiers contacts réalisés par les Français à la différence des collections des expéditions anglaises. La conception dominante de la mission patrimoniale du Musée ferait presque oublier que si un Musée conserve, il détruit aussi.

Le résidu des collections du « Muséum des Antiques » a été transféré par diverses institutions au point d'en devenir une amnésie. Les projets du géographe Edme-François Jomard (1777-1862)¹³² à partir du 12 avril 1828 et d'un « dépôt de géographie » autour de collections ethnographiques entrent en concurrence avec le Musée naval dans les mêmes temps, et la division orientale du Louvre de Charles X sous la direction de Champollion¹³³. Malgré l'ordonnance, le projet est contré, puis la Révolution de Juillet l'ajourne. Jomard, non suivi, relance tout au long de sa carrière la création d'un « Musée d'ethnographie », la dernière fois en 1862 avec de nouvelles propositions de classements des collections à l'appui¹³⁴.

(132) Un ancien de l'expédition d'Égypte voir Yves LAISSUS, *Jomard : le dernier égyptien : 1777-1862*, Paris, Fayard, 2004, p. 408 et sq.

(133) Édouard-Théodore HAMY, *op. cit.*, p. 38 et sq. Et Edme-François JOMARD, *Considérations sur l'objet et les avantages d'une collection spéciale consacrée aux cartes géographiques et aux diverses branches de la géographie*, Paris, E. Duverger, 1831, p. 18 : « C'est principalement sous le rapport ethnographique que cette disposition acquerra de l'importance, aussitôt qu'elle pourra être réalisée dans le local convenable que l'on prépare en ce moment ».

(134) AN, F¹⁷ 3455, Ordonnance du roi, du 30 mars 1828, article 2, Jomard nommé conservateur du dépôt de Géographie : « Il aura sous sa garde les plans et cartes, documents statistiques, objets et instruments divers, produits par les voyageurs scientifiques, et notamment les planches et dessins, manuscrits et imprimés de l'expédition d'Égypte ». Et par exemple *ibid.*, F¹⁷ 3455, « Projets de Jomard, 1839 », « ethnographie », « collections spéciale de géographie », « c'est à dire de la collection des objets destinés à faire connaître l'industrie, les usages et l'état de culture intellectuelle des nations extra-européennes ». Il conclut qu'« il serait tems de mettre un terme à des pertes aussi douloureuses ».

L'absence prolongée de catalogue des objets conservés à la Bibliothèque nationale commande plusieurs rapports, où divers avis sont formulés quant au sort des objets survivants¹³⁵. L'art et l'archéologie représentent « trois classes principales d'objets » avec « les médailles et monnaies antiques et modernes ; les pierres gravées ; les antiquités », mais les « curiosités » figureraient « avantageusement aux musées du Louvre et de l'artillerie »¹³⁶. Il est suggéré que le Cabinet « remettrait au Musée d'artillerie toutes les armes et armures modernes, sauf celles qui, par leur beauté sous le rapport de l'art, reviendraient de droit au Musée »¹³⁷.

L'ouverture du musée d'ethnologie du Trocadéro en 1878, dans sa première version lors de l'Exposition universelle, appelle l'essentiel des collections laissées endormies sur les rayonnages de la Bibliothèque nationale¹³⁸. En 1907 une série de transferts s'effectue à partir de la Bibliothèque nationale. Les antiquités égyptiennes se dirigent vers le Louvre (collection de Caylus, don du duc de Luynes en 1862, des objets rapportés par l'explorateur du Nil Frederic Caillaud sous la Restauration). D'autres mouvements suivent vers les Antiquités nationales de Saint-Germain-en-Laye dont : des « objets de provenance exotique » à partir du n° 126 : « Hache polie de forme ovoïde renflée au centre. Une étiquette du XVIII^e siècle, ornée de rinceaux dessinée au carmin porte "Ache indien". Roche granitoïde verdâtre. 150/60 », sans aucun doute un objet issu du Muséum des Antiques, un des seuls qui portait une trace de ce musée oublié¹³⁹. La démarche comparative entre l'exotique et l'antique n'a plus lieu.

Au-delà d'une histoire matérielle des objets exotiques sous la Révolution, il s'agissait de comprendre les conséquences durables de l'échec du Muséum des Antiques. Dans la relation qui unit savoirs et collections, l'effritement de la base matérielle entraîne à son tour la fragilisation de l'édifice

(135) *Ibid.*, F¹⁷ 3475, 29 avril 1867, de la « direction de la Bibliothèque impériale » « notice sommaire consacrée au département des Médailles et Antiquité ».

(136) *Ibid.*, p. 2.

(137) *Ibid.*, p. 30-31.

(138) Josette RIVALLAIN, « Cabinets de curiosité, aux origines des musées » *Collectes et collections ethnologiques, Revue française d'histoire d'Outre-mer*, n° 332-333, 2001, p. 17-35 (32) : « Au Musée d'Éthnographie du Trocadéro parvinrent des collections de la Bibliothèque nationale, Cabinet des médailles, en 1878 et en 1933, des Musées du Louvre et de la Marine en 1909, 1925, du Musée des Antiquités Nationales de Saint Germain en Laye, en 1885, 1889, et surtout en 1930, de la Bibliothèque de la Ville de Versailles, en 1934 ».

(139) AN, F¹⁷ 3470 dossier « dépôt d'objets préhistoriques au Musée de Saint-Germain », « Inventaire des objets de l'Âge de la Pierre » en « dépôt provisoire et révocable » de 139 numéros. Dans les objets de provenance exotique, par exemple le n° 126 « une étiquette du XVIII^e siècle ».

théorique. Dans ce qu'il convient de désigner comme une histoire matérielle de l'abstraction, force est de constater que la liquidation des objets à caractère ethnographique interdit *de facto* toute formulation de savoirs basés sur ce type même d'objets. L'histoire naturelle du Muséum ayant expulsé les *Artificialia* investit le projet d'une anthropologie physique à la mesure de la galerie d'anatomie comparée du naturaliste George Cuvier (1769-1832). L'homme réduit à ses seuls caractères physiques devient l'objet d'un savoir naturaliste soucieux de classer les « races ». Ainsi, l'exclusion des objets manufacturés par l'homme dévie inéluctablement l'histoire naturelle de l'homme vers un projet anthropologique par le biais du développement de collections d'anatomie. Par un effet mécanique, les « variétés » de l'homme décrites dans la seconde moitié du XVIII^e siècle se durcissent pour devenir des « races » dans les années 1820. Cependant, il est important de rappeler que la connaissance sur l'homme a failli être toute autre vers 1795. L'oubli même de l'altérité faisant partie du projet d'extermination, l'intérêt à la méconnaissance historique nourrit l'idéologie de domination d'une Europe alors en pleine expansion. Souhaitons que les collections scientifiques prises comme documents historiques puissent être les jalons d'une histoire de l'altérité puisque les textes semblent parfois être trop discrets.

Bertrand DAUGERON

Centre Alexandre Koyré / Division of Pacific and Asian History
(Australian National University)

Centre Alexandre Koyré, Muséum National d'Histoire Naturelle
Pavillon Chevreul
57, rue Cuvier
75231 Paris cedex 05
bdaugeron@ifrance.com